

Analyse d'impact des effets de crise économique et des politiques de réponse sur les enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre

Cas du Burkina Faso

Par

Lacina Balma, Samuel Kaboré, Ismaël Fofana, Luca Tiberti et John Cockburn

Avec la contribution de

Claude Wetta, Lassina Konaté, Kassoum Zerbo, Sami Bibi et Massa Coulibaly

Version préliminaire du 23 Octobre 2009

NE PAS CITER

Abstract

Concern is to track the impacts of the 2008/09 global financial and economic crisis on children in Burkina Faso by combining two types of analysis: one at the macro level and the other at the micro level, and assessing the potential effects of consecutive policy responses.

Four channels through which the global economic crisis may have some significant implications for the Burkina Faso economy are identified: trade (fall in the international demand and/or price of cotton, modern manufactured goods and transport services), foreign direct investment, remittances and foreign aid.

The methodological approach used is a top-down/bottom-up framework, which encompasses a dynamic computable general equilibrium (CGE) model on the one hand, and a microsimulation module on the other hand. The CGE model is used to simulate the various scenarios of external shocks or policy responses, considering the production sectors and agents interacting within the economy, as well as the labor market structure. Simulation results generated by the CGE model (mainly the changes in prices, consumptions and incomes) are then used within the microsimulation module in order to assess the poverty impacts of scenarios on households and children. Monetary poverty and caloric poverty impacts on children are measured using a Quadratic Almost Ideal Demand System, while impacts on school participation of children, child labor, and on children access to health care are appraised through bivariate Probit econometric regression within the same microsimulation module.

Child-sensitive policy responses explored include, inter alia, subsidizing the sales prices of food products, paying cash transfers to poor families; government budget being balanced through an increase of foreign grants in both cases.

Findings show that, as regarding the monetary poverty criterion, the crisis engenders 1.7 percent increase in child poverty in 2009, 2.6 percent increase in 2010 and 1.7 percent increase in 2011, compared to the Business as Usual (BaU) scenario. Considering the caloric poverty, the number of poor children is expected to increase by 1.1 percent in 2009, 1 percent in 2010 and 0.8 percent in 2011.

Foreign aid transferred in cash to poor families is revealed to be the most efficient of the child-sensitive policy response if it is not shared with the other members of the family.

Introduction

La crise financière et économique mondiale est aujourd'hui la plus sérieuse menace que le monde ait connu au cours du dernier demi-siècle. Dans sa mise à jour du mois de juillet 2009, le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit une réduction de la croissance mondiale de 1,4 pourcent, indiquant une dégradation rapide et significative de l'économie mondiale comparée de sa prévision de croissance de 0,5 pourcent en janvier 2009, et des croissances de 5,1 et 3,1 pourcent enregistrés respectivement en 2007 et 2008.

Bien qu'une reprise progressive de la croissance mondiale soit attendue en 2010 grâce aux divers programmes monétaires et fiscaux de stimulation des pays avancés, les analystes s'accordent sur le fait qu'elle sera inhabituellement plus lente. L'ampleur et la durabilité de la crise financière et économique dépendraient, entre autres, de la confiance des acteurs au système financier international et de l'efficacité des plans de relance économique mis en place dans la plupart des pays industrialisés et émergents.

La crise financière et économique mondiale a pour origine la crise hypothécaire de 2006 aux Etats-Unis (EU). Elle a été alimentée par la politique monétaire de la Réserve Fédérale américaine ou « Fed » et des pratiques inadéquates des institutions et intermédiaires financiers. L'origine lointaine de la crise remonte à la politique expansionniste des EU au début de la décennie 2000 basées sur des taux d'intérêt de plus en plus bas. Cette pratique qui a fort contribué à la croissance économique des EU au cours des dernières années, a également été à l'origine d'un niveau d'endettement sans précédent des ménages américains.¹ Il s'est suivi des pratiques bancaires risquées de la part des institutions financières par l'octroi de prêts hypothécaires à des ménages peu solvables (faible revenu, ratio d'endettement élevé, etc.) et à des taux d'intérêt plus élevés ou « subprime ». Finalement, la transformation des « subprimes » en produits financiers complexes (entre autres, les titres de type papier commercial adossé à des actifs) via le marché de la titrisation et l'afflux de liquidités à la recherche d'investissements attractifs ont ainsi internationalisé les mauvaises créances (« subprimes ») des ménages américains.

Le déclenchement de la crise est survenu en 2006 lorsque la « Fed » a successivement procédé à une hausse brutale de son taux d'intérêt² pour contrer la menace d'inflation de l'économie américaine nourrie par la hausse vertigineuse des cours du pétrole et de plusieurs matières premières. C'est ainsi que des millions de ménages américains se sont retrouvés en cessation de paiement,³ avec pour résultat une « crise hypothécaire » ou « crise des subprimes » aux EU, au cours du second semestre 2006. La « crise hypothécaire » s'est alors généralisée aux institutions financières américaines, puis européennes, au cours du second semestre de 2007, c'est le début de la « crise financière » mondiale. Finalement, une perte de confiance financière s'est installée au niveau mondial : la « crise de confiance », qui a touché l'économie réelle en autonome 2008, pour se transformer en une « crise économique » mondiale.

La « contagion financière » à travers le marché financier international a été le principal canal de transmission de la crise aux économies industrialisées et émergentes. En revanche, la faible intégration au système financier mondiale a jusqu'ici préservé les économies en développement de la contagion financière. Toutefois, elles commenceraient à subir les effets indirects de la crise résultant de la contraction de l'économie mondiale.

Les effets macroéconomiques et distributifs dans les pays en développement dépendront principalement de l'ampleur de la crise dans les pays développés, des conditions initiales de chaque pays et des politiques macroéconomiques de réponse à la crise. Toutefois, la formulation de recommandations pratiques et appropriées visant à simuler la croissance et à protéger les populations vulnérables, dont les enfants, des effets néfastes de la crise est une exigence : une connaissance des effets escomptés de la crise dans les pays

¹ Le taux d'intérêt directeur de la « Fed » a régulièrement baissé entre mai 2000 et juin 2003 pour atteindre son plus bas niveau depuis 1954, 1 pourcent en juin 2003 ; ce taux d'intérêt plancher est resté relativement stable pendant douze mois (The Reserve Federal Board, <http://www.federalreserve.gov/fomc/fundsrate.htm> ; 24 avril 2009).

² De 1 pourcent en juin 2004, le taux d'intérêt directeur de la « Fed » est monté à 5,25 pourcent en juin 2006 (The Reserve Federal Board, <http://www.federalreserve.gov/fomc/fundsrate.htm> ; 24 avril 2009).

³ http://www.americanprogress.org/issues/2007/03/foreclosures_numbers.html (1er Avril 2009)

industrialisés et émergents ; une compréhension de ses principaux canaux de transmission aux pays en développement et, une évaluation quantitative de ses effets économiques et sociales dans les pays en développement.

Le Burkina Faso, à l'instar du reste du monde, commence à voir ses gains économiques, durement acquis des dernières années, rongés par la crise financière et économique mondiale. Bien que son système financier ait jusqu'ici résisté à la crise financière mondiale, le Burkina Faso devrait plutôt subir les conséquences néfastes de la crise économique mondiale vu le lien étroit qu'il entretient avec l'économie globale. Le pays échange des biens et services avec le reste du monde, et attire des investissements étrangers; l'aide publique extérieure est une source importante de financement du développement du pays ; les transferts des ressortissants burkinabés résidant à l'étranger constituent également une importante source de revenu pour le pays. D'un taux de croissance réelle moyen supérieur à 5% au cours de la décennie 2000, l'économie burkinabé devrait créer moins de richesse avec la crise économique mondiale. Dans son rapport d'avril 2009 sur les perspectives économiques de l'Afrique Sub-saharienne,⁴ le FMI prévoit une croissance de 3,5 et 4,1 pourcent pour l'économie du Burkina Faso, respectivement en 2009 et 2010. Ces performances restent inférieures au taux de croissance économique de 5% enregistré en 2008.

Les effets néfastes de la crise pourraient être transmis aux populations vulnérables des pays en développement, tels que les enfants, par le biais de trois principaux canaux : canal ménages-enfants, canal économie nationale-ménages/enfants, et relation économie mondiale-ménages/enfants (via les transferts privés extérieurs). La plupart des chocs de la crise sont transmis aux ménages, puis répercutés aux enfants. Ainsi, la situation des enfants peut changer suite aux changements du bien-être monétaire et non monétaire des ménages, de l'offre des services d'éducation et de santé pouvant se traduire par le travail des enfants au détriment de la scolarisation. Les effets de la crise peuvent passer directement des économies des pays aux enfants par le biais de changements dans la quantité et la qualité de l'offre publique des services d'éducation et santé et dans les programmes de sécurité sociale ou en faveur des enfants.

Le reste du document est structuré en cinq sections. La revue des effets attendus de la crise financière et économique au Burkina Faso est abordée dans la section 1. Le mécanisme de transmission de la crise aux pays en développement, en particulier au Burkina Faso, est discuté dans la section 2. Les scénarios de crises et de réponse politique sont présentés dans la section 3, l'approche méthodologique et les résultats dans les sections 4 et 5.

⁴ "Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa", Fonds Monétaire International (Avril, 2009)

1. Revue des effets de la crise économique au Burkina Faso

L'économie mondiale connaîtrait sa pire performance depuis la seconde guerre mondiale selon le FMI, avec une réduction de la production économique mondiale de 1,4 pourcent en 2009. La forte et croissante interdépendance des économies accroîtraient considérablement la vulnérabilité des pays face à la crise économique. Les analystes sont unanimes sur ses répercussions mondiales et réfute le « découplage » de la croissance des pays en développement. Selon Willem et Velde (2008), les changements structurels et l'émergence de la Chine sont à l'origine d'une baisse significative de l'élasticité de la croissance des économies africaines par rapport à celle de l'OCDE ; elle est passée de 0,5 durant les années 80 et 90 à 0,2 au cours de la période 2000-2007, indiquant que les répercussions de la crise financière et économique émanant des économies industrialisées pourraient être relativement faibles sur les économies africaines. Toutefois, la prévision d'une récession des économies asiatique, en particulier de la Chine, pourrait amener les économies africaines à souffrir davantage de la crise (Willem et Velde, 2008). La croissance africaine serait réduite de plus de deux-tiers selon les dernières prévisions du FMI - 6,2 à 1,8 pourcent, respectivement en 2007 et 2009 - celle de l'Afrique subsaharienne le serait davantage - 6,9 à 1,5 pourcent, respectivement en 2007 et 2009.

La crise financière et économique mondiale risque de compromettre les efforts de croissance et de réduction de la pauvreté récemment entrepris par plusieurs pays en développement. Elle survient au moment où les économies de ces pays ont été fort éprouvées par les crises énergiques et alimentaires des dernières années. Si l'intégration grandissante des économies a été, dans bien des cas, une source de croissance économique important au cours des dernières années, elle a également contribué à accroître la vulnérabilité des économies en développement vis-à-vis des chocs extérieurs - économiques ou naturels. Ainsi, les économies ayant profité de la croissance économique mondiale au cours des dernières années, risquent fort de payer un lourd tribut de la chute du système financier et de l'économie mondiale (Banque Mondiale, 2008). Les effets distributifs de la crise mondiale risquent non seulement d'être fort hétérogènes entre les pays, mais également entre les individus d'un même pays. Il est attendu que les économies en développement, en particulier celles de l'Afrique subsaharienne, souffrent davantage de la crise que celles industrialisées à cause de l'instabilité de leur situation macroéconomique et financière et de leur politique nationale (Banque Mondiale, 2008).

L'économie burkinabé est influencée par l'environnement socio économique et climatique tant sur le plan international que continental. La hausse du prix du pétrole, la baisse des rapatriements d'épargne, le retour massif des ressortissants burkinabé résidant à l'étranger et la mauvaise pluviométrie sont autant de facteurs qui ont le plus pesé sur l'économie burkinabé sur la période 2000-2008. Le taux de croissance du PIB en terme réel était de 5% en 2008 avec un PIB par tête de 287 dollars États-Unis et devrait passer à 3.5% en 2009 selon les projections du FMI. Ce ralentissement s'explique principalement par les difficultés du secteur primaire, expliquées, en partie par la chute de la production du coton.

En effet l'agriculture a, dans son ensemble, souffert d'une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies et des inondations enregistrées dans certaines régions. Il en est résulté un taux de croissance du secteur primaire de -0,5% contre 0,9% en 2006. En particulier, la production de coton a chute de 33,2% en passant de 649 400 tonnes au cours de la campagne 2006/2007 à 434 000 tonnes, lors de la campagne 2007/2008 en liaison avec les difficultés de la filière marquée en partie par la baisse continue du prix aux producteurs, le retard dans les paiements et le découragement des producteurs.

Les conséquences de la crise sur l'économie du Burkina Faso se font ressentir dans tous les secteurs d'activité. Notamment au niveau des échanges commerciaux, il est prévu une baisse des exportations. En effet, depuis quelques années, les exportations du Burkina Faso sont principalement dominées par les produits qui dépendent plus des conditions de la demande, notamment, le coton fibre, l'or non monétaire, les produits de l'élevage, les oléagineux et les fruits et légumes. La baisse des exportations est imputable principalement à la contraction des exportations de coton et de la chute prévue de 18.2% du cours des matières premières et 11% du prix du coton.

En ce qui concerne l'Aide publique au développement, malgré les engagements pris lors des Sommets de Greentagles et de Monterrey, le flux d'aide publique au développement risque d'être négativement affecté par la crise. Par conséquent, la mobilisation de cette source de financement traditionnelle dépend non seulement de la conjoncture des pays donateurs mais également des performances du programme en cours avec le FMI dénommé Instrument de Soutien à la Politique Économique (ISPE). Les projections du FMI indiquent une légère baisse de l'APD reçue par le Burkina Faso qui passerait de 2,9% du PIB en 2008 à 2,8% du PIB en 2009.

Les investissements étrangers au Burkina Faso devraient se contracter en raison de l'incertitude et de l'aversion au risque. Pour l'essentiel les IDE proviennent de la France et de la Chine, et sont destinés à l'exploitation minière, les infrastructures routières et l'industrie. Cependant, la crise financière et économique internationale qui a entraîné la récession dans les pays développés a réduit la rentabilité des projets d'investissements. Cela a conduit par exemple à différer certains projets notamment le projet ZACA, un vaste projet de construction dans la ville de Ouagadougou. A cela s'ajoutent certains projets de construction d'échangeurs qui n'ont toujours pas connu de délai d'exécution. Ainsi, selon les projections de la DGEP, les IDE étaient de 36,5 milliards de francs CFA en 2008, soit environ plus de trois fois inférieur au niveau de 2007 et semble se dégrader avec la contraction de l'économie mondiale.

De leur côté, les transferts des Burkinabé établis à l'étranger vont subir le contrecoup de la baisse de l'activité et du pouvoir d'achat dans les pays industrialisés. Les prévisions de la DGEP font état d'une baisse de 2.2% des envois de fonds des émigrés, ce qui aura sans doute un effet direct sur la consommation des ménages.

2. Principaux canaux de transmission de la crise à l'économie burkinabé

Par opposition aux économies industrialisées et émergentes qui ont subi la crise financière de plein fouet, le risque de transmission de la crise financière aux pays en développement serait plutôt indirect à travers la récession économique mondiale et les principaux canaux liant les économies en développement à celle mondiale, à savoir : les échanges commerciaux, les mouvements de capitaux et l'investissement, les transferts privés extérieurs et, l'aide publique au développement.

Le commerce extérieur a connu une croissance de 9,3 pourcent au cours de la première moitié de la décennie 2000, représentant ainsi plus du double de l'accroissement de la production économique mondiale de 3,8 pourcent (Griffith-Jones et Ocampo, 2009). Selon les analystes⁵, les échanges internationaux de biens et services représente la composante des échanges internationaux la plus volatile et, par conséquent, le principal canal de transmission de la crise aux économies en développement. Le ralentissement de la croissance économique mondiale affecterait les volumes et les prix des produits échangés. Dans son rapport de juillet 2009, le FMI prévoit une baisse de 6,5% des exportations des économies émergentes et en développement en 2009 ; les importations de produits seraient également en recul de 9,% respectivement pour ces économies. Les prix des produits énergétiques et non énergétiques enregistreraient une réduction substantielle en 2009, respectivement de 37,6 et 23,8 pourcent selon le FMI.

Selon Willem et Velde (2008), la crise financière et économique réduirait les transferts privés internationaux suite à une diminution du nombre de migrants et du montant transféré par migrant. Les migrants constituant un groupe vulnérable dans leur pays hôte, en particulier les nouveaux arrivants. Ils auraient plus de difficulté à trouver ou à maintenir leur emploi avec la crise économique (BIT, 2009). Ce constat est d'autant plus vrai pour les femmes que pour les hommes selon le BIT (2009). Selon la Banque Mondiale cité par Griffith-Jones et Ocampo (2009), les transferts privés extérieurs ont enregistré un important recul quoique encore positifs, soient 7 pourcent en 2008 contre 16 pourcent en 2007 ; les auteurs mentionnent qu'ils seraient en baisse de 1 à 6 points de pourcentage en 2009. Les transferts privés extérieurs ne devraient pas être un important canal de transmission de la crise selon Griffith-Jones et Ocampo (2009), mais pourraient l'être à

⁵ Griffith-Jones et Ocampo (2009) and World Bank (2008)

mesure qu'elle se prolonge. Les pays dont la balance du compte courant extérieur est relativement sensible aux transferts privés extérieurs seraient plus à risque selon Willem te Velde (2008).

La crise économique réduirait le volume et accroîtrait le coût du capital selon Griffith-Jones et Ocampo (2009). Bien que les pays en développement restent peu intégrés au marché international du capital comparés à ceux émergents, la crise risque de compromettre l'élan pris par un nombre croissant de pays africains dans la mobilisation des capitaux étrangers, selon Griffith-Jones et Ocampo (2009).

Selon les estimations de « UNCTAD Investment Report » cité par Griffith-Jones et Ocampo (2009), les IDE envers les marchés des économies émergents ont baissé de 10 pourcent en 2008 ; les estimations à la baisse de l'OCDE sont encore plus pessimistes. La baisse des IDE n'épargnerait pas l'Amérique Latine et l'Afrique selon les auteurs. Ainsi, les pays comptant largement sur les IDE, tel que l'Afrique du Sud, pourraient être plus à risque que d'autres selon Willem te Velde (2008). Toutefois, selon une revue des études de la Banque Mondiale sur les précédentes crises économiques, il ressort que les transferts de capitaux et les investissements – en particulier les IDE, sont moins instables que les échanges de biens et services et les transferts privés (Banque Mondiale, 2008).

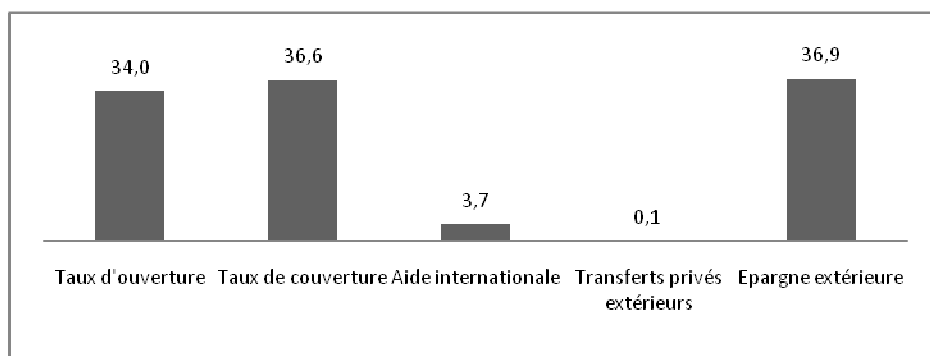
Le problème d'endettement et l'instabilité de la politique fiscale des pays industrialisés pourraient affecter négativement l'aide au développement et l'engagement des pays donateurs à verser 0,7 pourcent de leur PIB aux pays en développement (Willem te Velde, 2008). Ainsi les pays dépendant de l'aide internationale présentent un risque plus élevé d'être touchés par la crise financière et économique mondiale. Toutefois, l'aide internationale serait la composante la moins volatile et a tendance à augmenter lorsque l'économie globale se contracte selon la revue des études sur les crises financières passées de la Banque Mondiale (2008). C'est surtout le remboursement des services de la dette qui constituerait la principale difficulté dont les pays en développement pourraient être confrontés suite à la contraction de leur économie induite par la crise économique mondiale (Banque Mondiale, 2008). Toutefois, les pays disposant de bonnes institutions et politiques pourraient mieux faire face à cette situation selon la Banque Mondiale (2008).

Bien que les échanges commerciaux internationaux, les flux de capitaux et investissements étrangers, les transferts privés internationaux, et l'aide internationale au développement soient identifiés dans la littérature comme étant les principaux canaux de transmission de la crise financière et économique mondiale aux économies en développement, il est fort probable que leur importance diffère d'un pays à l'autre. Au Burkina Faso, seul les deux premiers canaux, à savoir le commerce extérieur et les investissements étrangers, ressortent être pertinents (Graphique 1). En revanche, les ratios de l'aide au développement et des transferts privés internationaux représentent respectivement 3,7% et 0,1%, pas suffisamment important pour générer un impact significatif sur l'économie burkinabé.

Les modifications des variables de commerce extérieur, i.e. les prix et les volumes des importations et exportations, affectent la balance commerciale et ultimement le taux de change de l'économie nationale. L'ampleur de l'ajustement requis à ce dernier pour rééquilibrer le solde du compte courant dépend des chocs de prix et volumes subis par les principaux produits importés et exportés par le Burkina Faso, mais également du taux de couverture des importations par les exportations.

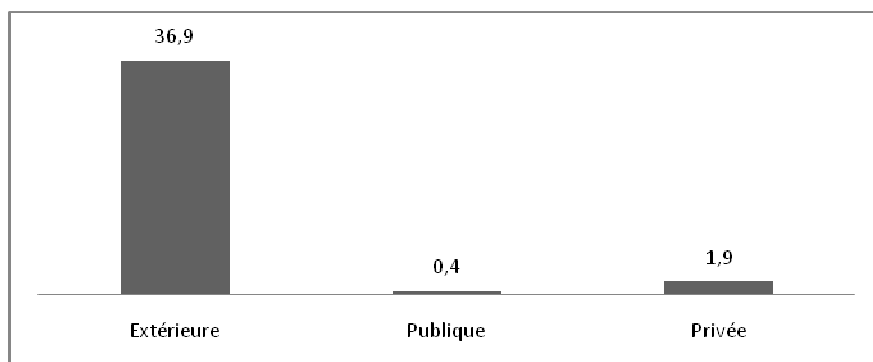
L'épargne extérieure reste la principale source de financement de l'économie. Sa baisse consécutive à la crise financière et économique mondiale contribuerait à détériorer sérieusement l'investissement au Burkina. Ses conséquences seraient immédiatement ressenties sur la demande de produits d'investissement ; ses implications sur l'investissement sectoriel seraient également importantes.

Graphique 1: Structure des échanges extérieurs, % PIB



Note : Taux de couverture = Rapport de la valeur des exportations et des importations en pourcent

Graphique 2: Structure de l'épargne, % PIB



Le tableau 1 présente la structure du commerce extérieur par catégorie agrégée de produits et il ressort que les « *biens manufacturiers modernes* » et le « *transport* » ressortent être les principaux produits d'importation du Burkina Faso, alors que le « *coton égrené* » et les « *biens manufacturiers modernes* » et le « *transport* », ses principaux produits d'exportation. Ces produits représentent respectivement 93% et 82% des importations et exportations totales du pays. Les conséquences de la crise sur les prix et volumes échangés de ces produits affecteraient dans une large mesure le compte courant extérieur et le taux de change.

Les produits d'investissements sont surtout « *manufacturiers modernes* », « *travaux de construction* » modernes et informels et « *services non privés et parapublics* » pour 92% de l'investissement total (Tableau 2). Leur destination est plus éclatée, avec les « *services financiers* » et la « *construction informelle* » attirant 15% et 11% des investissements.

Malgré la faible contribution des épargnes publiques et privées dans l'investissement globale au Burkina Faso, nous analysons la structure des revenus de l'Etat et des ménages afin d'appréhender les possibles conséquences de la baisse des transferts internationaux et ses implications sur la consommation finale des ménages et la politique fiscale du Gouvernement.

L'Etat dispose de ressources non fiscales et fiscales pour le financement de ses dépenses. Les premières comprennent la rémunération du capital et l'aide internationale au développement, tandis que les secondes nettement plus importantes proviennent de la taxation des activités économiques et des agents économiques. Ainsi, l'aide publique au développement représente un peu plus de 7% du revenu de l'Etat (Graphique 3). Sous l'hypothèse de la rigidité des dépenses publiques, une baisse du revenu de l'état se répercuterait sur son épargne primaire. Les implications macroéconomiques de cette dernière sont cependant limitées telles que présentées par le graphique 2.

Les ménages tirent l'essentiel de leur revenu de la rémunération des facteurs travail et capital dont ils sont détenteurs. Les transferts privés étrangers ne constituent qu'une part marginale de leur revenu, dont la chute

ne devrait pas affecter leur revenu de manière significative et par conséquent leur décision de consommation et d'épargne.

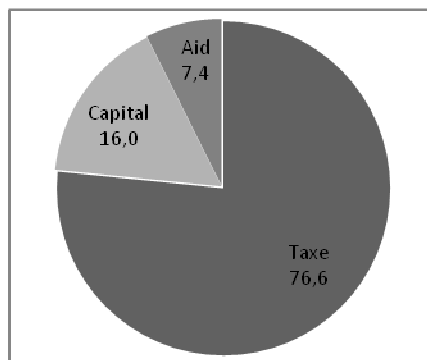
Tableau 1 : Structure du commerce extérieur (%)

Catégories agrégées de produits	Exportations	Importations
Agriculture	7,8	2,2
Céréales	0,2	1,4
Fruits et légumes	0,3	0,0
Autres produits vivriers	0,1	0,4
Coton		0,2
Autres produits de rente	4,3	0,1
Bovins	2,1	0,0
Autres produits de l'élevage	0,6	0,0
Sylviculture		0,0
Pêche		0,0
Industrie	80,2	89,8
Industries extractives	2,7	0,4
Boisson et tabac modernes	0,9	2,8
Coton égrené	60,1	
Électricité, gaz et eau		
Autres industries manufacturières modernes	13,3	86,6
Industries manufacturières informelles	3,2	
Travaux de construction modernes		0,0
Travaux de construction informels		
Services	12,1	8,0
Commerce moderne		
Commerce informel		
Transports modernes	8,1	6,8
Transports informels		
Postes et télécommunications	1,0	0,3
Services financiers	0,0	0,1
Hôtels et restauration		
Autres services marchands modernes	0,9	0,8
Autres services marchands informels	0,4	
Services non marchands privés et parapublics	1,5	
Services non marchands publics		
Ensemble	100,0	100,0

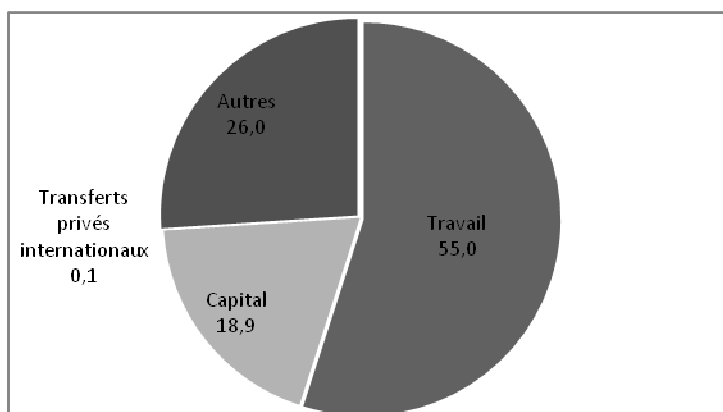
Tableau 2 : Structure des investissements (%)

Catégories agrégées	Origine	Net destination
Agriculture	5,0	32,9
Céréales		5,5
Fruits et légumes		0,9
Autres produits vivriers		6,4
Coton	0,1	7,7
Autres produits de rente		3,1
Bovins	3,3	1,1
Autres produits de l'élevage	1,5	7,1
Sylviculture		1,0
Pêche		0,1
Industrie	57,6	28,7
Industries extractives	0,4	0,1
Boisson et tabac modernes	0,0	2,4
Coton égrené	0,1	1,5
Électricité, gaz et eau		6,4
Autres industries manufacturières modernes	23,7	2,7
Industries manufacturières informelles	3,0	4,2
Travaux de construction modernes	12,3	0,3
Travaux de construction informels	18,0	11,0
Services	37,4	34,5
Commerce moderne	0,0	7,2
Commerce informel	0,0	-0,1
Transports modernes	0,0	6,6
Transports informels	0,0	0,9
Postes et télécommunications	0,0	0,0
Services financiers	0,0	15,4
Hôtels et restauration	0,0	0,6
Autres services marchands modernes	0,0	3,8
Autres services marchands informels	0,0	4,0
Services non marchands privés et parapublics	37,4	0,0
Services non marchands publics	0,0	0,0
Ensemble	100,0	100,0

Graphique 3: Structure du revenu, Gouvernement (%)



Graphique 4: Structure du revenu, ménages (%)



3. Scénarios de crise économique et de réponse politique

Les scénarios simulés dans cette étude reposent sur des hypothèses d'évolution future des principales variables de transmission de la crise économique mondiale à l'économie burkinabé, et de réponse de l'État à travers sa politique fiscale. Tout d'abord, la tendance évolutive des variables de transmission au cours des dernières années est mise en relief et des scénarios sont formulés sur leur évolution future. Ensuite, des stratégies de réponse politique sont explorées en vue d'atténuer l'impact de la crise sur les performances économiques et le bien-être des enfants au Burkina Faso.

a. Scénarios de crise économique

Le rapport de Juillet 2009 du FMI met en relief une fragile stabilisation et une lente reprise de l'économie mondiale. Toutefois, une reprise soutenue de l'activité économique dans les pays industrialisés est prévue au second semestre de 2010, selon le même rapport. Les économies industrialisées enregistreraient une contraction de 3,8% de leur croissance économique en 2009, avant de connaître une légère hausse de 0,6% en 2010. Les économies en développement, en particulier celles de l'Afrique Sub-saharienne, font face à un défi important avec la réduction de l'aide internationale au développement. Comparées aux prévisions de croissance économique d'avril 2009, celles de juillet de la même année pour l'Afrique Sub-saharienne ont été revues à la baisse en 2009 et à la hausse en 2010, respectivement à 1,5%, et 4,1%. Sur la base de ces récentes informations sur la situation de l'économie mondiale, l'étude simule:

- *Un scénario sans crise*, servant de référence aux scénarios ultérieurs et dans lequel l'évolution future de la plupart des variables de transmission suit les tendances observées dans un passé récent, tout en omettant celles des récentes crises énergétique et alimentaire mondiale.
- *Un scénario de crise*, qui postule une détérioration des variables de transmission en 2008/2009, un rebond des prix des produits échangés et une tendance stagnante des autres variables de transmission en

2009/2010, enfin une reprise des variables de transmission, avec maintien de la tendance haussière des prix des produits échangés, en 2010/2011.

Les prochaines sections discutent les implications des scénarios susmentionnés sur chacune des variables de transmission de la crise économique mondiale à l'économie burkinabaise.

i. Les échanges commerciaux internationaux

La crise économique mondiale a des répercussions non négligeables sur les biens et services échangés par le Burkina Faso. Plus tôt, nous avons mentionné que les échanges extérieurs de ce pays reposent principalement sur l'importation de « biens manufacturiers modernes »⁶ et de service « transport », et sur l'exportation de « coton égrené », de « biens manufacturiers modernes »⁷ et de service « transport ». Nous présentons ci-après les hypothèses formulées sur l'évolution des prix des produits importés, les volumes importés étant des variables endogènes du modèle. En revanche, ce sont les volumes exportés⁸ qui font l'objet de choc, les prix à l'exportation s'ajustant instantanément en vue d'assurer l'équilibre de l'offre et de la demande.

- *Les chocs de prix des principaux produits importés*

L'évolution des prix mondiaux de plusieurs biens échangés sont fournies par le FMI.⁹ Ces prix sont disponibles soit par produit individuel (riz, bois, pétrole, etc.), soit par groupe de produits (alimentaire, énergie, métaux, etc.). La catégorie « **produits manufacturiers modernes** » des comptes nationaux du Burkina Faso est une agrégation de plusieurs types de produits telle que présentée par le Graphique 5. Le prix moyen de ce produit (agrégé) est alors une moyenne pondérée des prix de biens individuels qui le constitue. Le Graphique 6 présente l'évolution de l'indice de prix des produits manufacturiers modernes de septembre 1999 à août 2009, et sa projection de septembre 2009 à décembre 2011, selon les scénarios sans et avec crise.

En absence de crise (trait discontinu rouge), nous postulons une stagnation de prix à partir de septembre 2009. Dans le scénario de crise, l'évolution des prix serait plutôt graduelle après la baisse substantielle enregistrée en 2008/09 et la correction à la hausse subie au cours des derniers mois de 2009 (trait continu vert).

Des hypothèses identiques sont formulées sur l'évolution du prix du **transport** (Graphique 7) et des autres produits importés par le Burkina Faso. L'absence d'information sur l'évolution du prix du transport au cours des dernières années, a conduit à lui attribuer la tendance évolutive de l'indice général des prix des produits échangés. Le tableau 3 présente les modifications annuelles de prix des produits manufacturiers et du transport utilisés dans les scénarios sans et avec crise.

Tableau 3 : Variation des prix mondiaux, scénario de crise (pourcent)

Période	Biens manufacturiers	Transport
2008-09	-37,9	-23,4
2009-10	8,8	6,2
2010-11	8,8	6,2

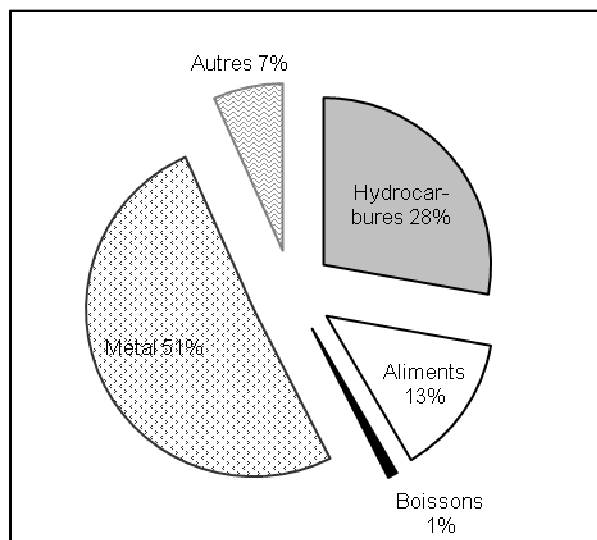
⁶ Produits pétroliers, produits alimentaires, biens d'équipements et machines, etc.

⁷ Essentiellement des produits alimentaires

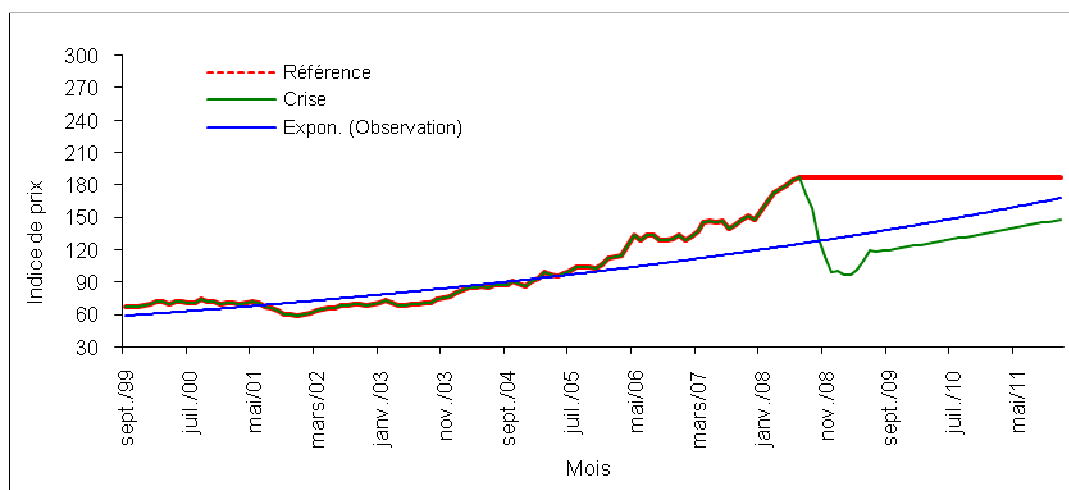
⁸ A travers une demande d'exportation exogène

⁹ Ces statistiques sont également disponibles à www.indexmundi.com

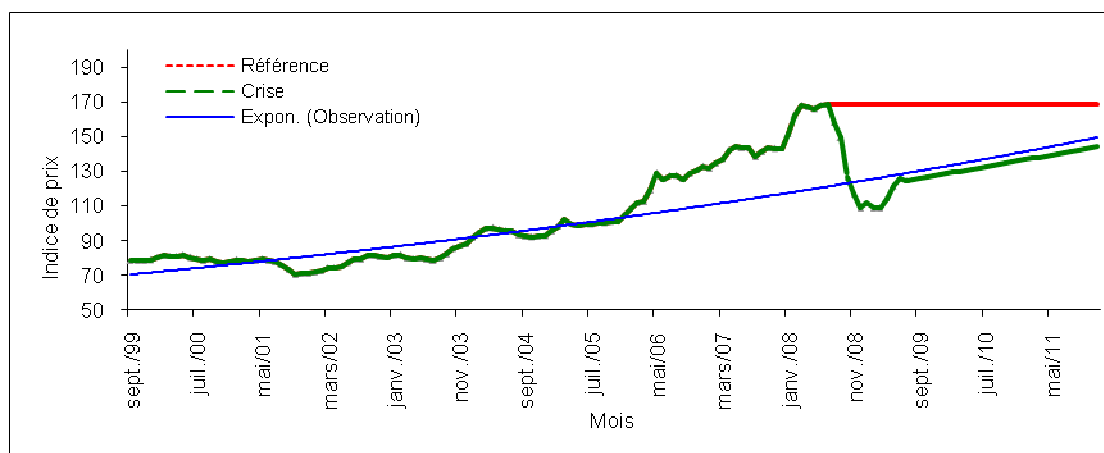
Graphique 5 : Structures des importations de biens manufacturiers modernes



Graphique 6 : Évolution de l'indice de prix des biens manufacturiers, 1999-2011



Graphique 7 : Évolution de l'indice de prix du transport, 1999-2011



- *Les chocs de volume des principaux produits exportés*

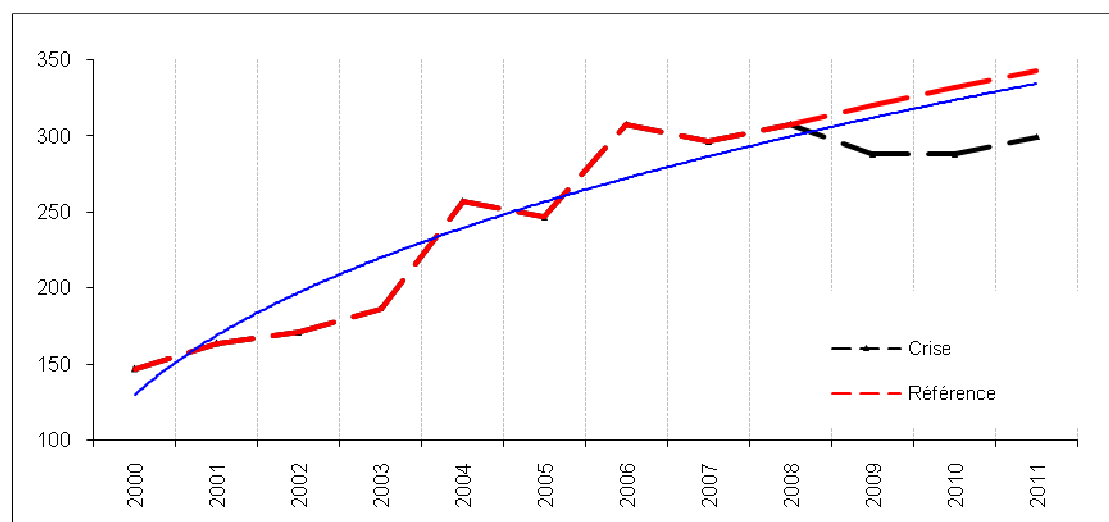
Les exportations de biens et services du Burkina Faso vers le reste du monde seraient un important canal de transmission du choc de la crise économique mondiale. Du point de vue macroéconomique, le coton égrené, les biens alimentaires manufacturiers et le transport, contribuant dans une large mesure aux exportations du Burkina Faso, semblent être les branches économiques les plus à risque.¹⁰ La valeur des ventes du Burkina Faso sur le marché mondiale a augmenté de 110% entre 2000 et 2008 (Graphique 8). La hausse vertigineuse des exportations serait imputée à la fois aux prix et aux volumes, si l'on se réfère à l'accroissement de prix (moins de 20% en moyenne) enregistré par le coton, principal produit d'exportation pour 60%, au cours de la même période (Graphique 9).

Ainsi, nous postulons un accroissement annuel de 3% à 4% du volume des exportations aux cours des prochaines années dans le scénario sans crise. Dans le scénario de crise, la modification des volumes exportés en 2009 se base sur les estimations du FMI pour les pays émergents et en développement.¹¹ Ne disposant pas d'information précise sur les estimations par pays, nous utilisons la prévision de baisse de 6,5% formulées pour l'ensemble des pays émergents et en développement (Tableau 6). Le FMI prévoit une reprise de 1,4% des exportations de ces pays en 2010, hypothèse que nous suivons également pour 2010/2011 après une stagnation en 2009/2010. Ainsi, les exportations du Burkina Faso sont prévues reprendre en 2010/2011 en suivant la tendance des dernières années, soit 3,4%.

Tableau 6 : Scénario de variation des volumes exportés (%)

Année	Référence	Crise
2009	4,1	-6,5
2010	3,7	0,0
2011	3,4	3,4

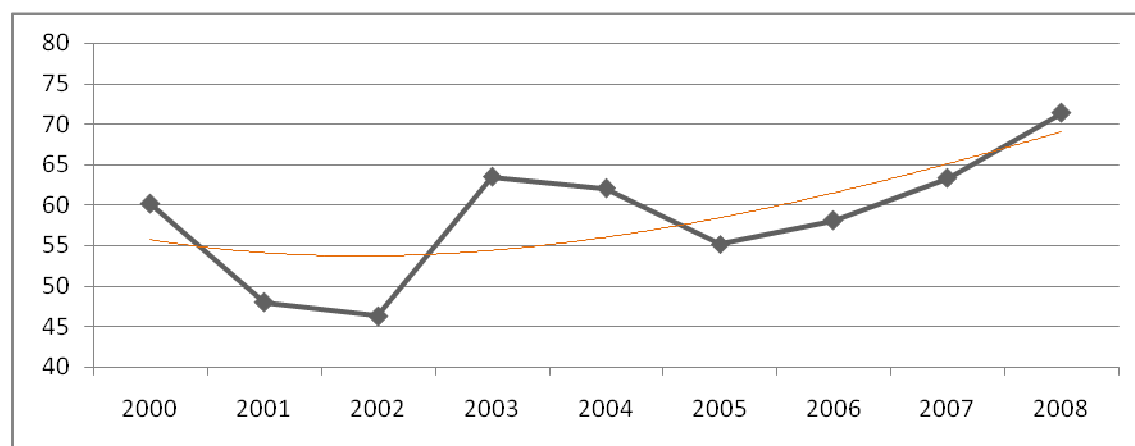
Graphique 8 : Exportations de biens et services (Milliards, FCFA)



¹⁰ Les minéraux et l'élevage, activités traditionnellement exportatrices, contribuent peu aux exportations totales.

¹¹ World Economic Outlook Update (8 Juillet 2009)

Graphique 9 : Évolution annuelle du prix du coton (\$EU par livre)



ii. Autres variables de transmission de la crise

• Investissements étrangers

Les investissements étrangers au Burkina Faso devraient se contracter en raison de la crise économique et financière. Le pays adopte une politique active d'attraction des investissements étrangers grâce à des facilités fiscales. Les investissements dans les mines et les télécommunications et les services financiers restent encore sous contrôle public. En 2008, les investissements nets étrangers s'élevaient à 36,5 milliards de francs CFA, après un niveau exceptionnellement élevé de 164 milliards de franc CFA en 2007, accroissement de près de 10 fois son niveau de 2006 comme l'illustre le graphique 4.

Dans le scénario de référence, les IDE suivent la tendance évolutive des dernières années représentée par la courbe bleue du Graphique 10; soit un accroissement annuel de 10,5% (Tableau 7).

Selon le rapport de la conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, les IDE ont baissé de 15% en 2008, une tendance similaire est également prévue pour l'année 2009. En revanche, l'Afrique a connu une augmentation significative des IDE en 2008 (soit 34,7%). Toutefois, un accroissement plus modeste est prévue en 2009, si l'on s'appuie sur les dernières statistiques sur les « Fusions et Acquisitions » (principale composante des IDE). Ces dernières montrent une baisse significative entre les premiers trimestres de 2008 et 2009 (Graphique 11). Dans le scénario de crise économique, nous postulons que la tendance évolutive des IDE au cours des prochaines années ne devrait pas s'écarter significativement de celle de sa principale composante les « Fusions et Acquisitions »; également celle des « Autres transferts de capitaux » devrait suivre de près les IDE. Par conséquent, en rythme annuel, les IDE baisseraient de 27,1% en 2008/09; ils enregistreraient un taux d'accroissement nul en 2009/2010, et reprendraient selon la tendance des dernières années en 2010/2011 (Tableau 7).

• Aide publique au développement

Dans le scénario de référence, l'aide publique au développement évolue selon la tendance des dernières années (trait bleu du Graphique 12) ; soit un accroissement annuel moyen de 10,4% (Tableau 8). Une baisse de l'aide au développement est prévue pour 2009 selon le rapport européen sur le développement (2009). Ainsi, notre scénario de crise projette une contraction de 12,7% de l'aide que recevrait le Burkina Faso en 2008/09. A l'instar des autres variables de transmission de la crise, un taux de variation nul est attendu pour 2009/2010, alors que l'aide reprendrait en 2020/2011 selon la tendance observée au cours des dernières années.

• Les transferts privés internationaux

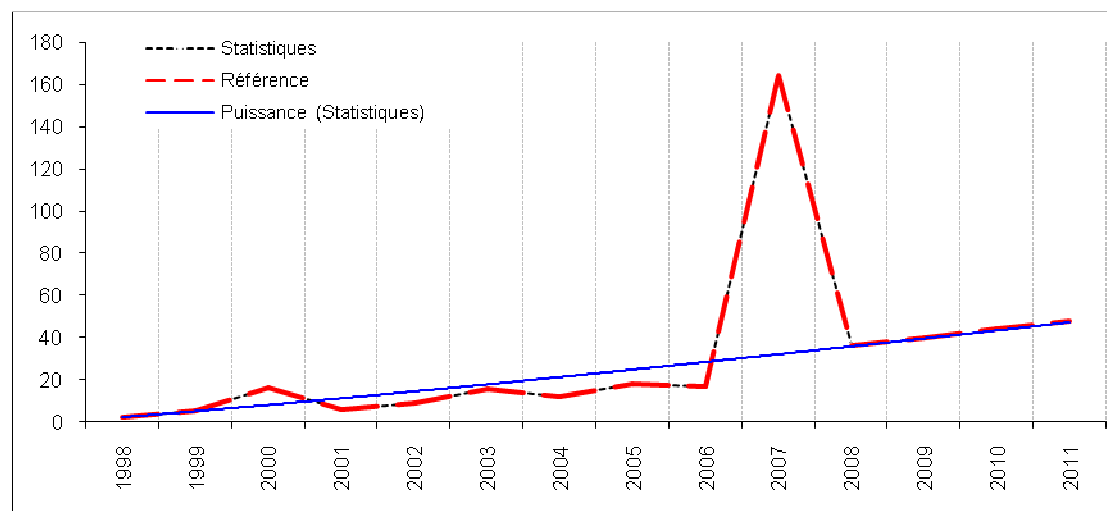
Dans le scénario de référence, les transferts privés internationaux évoluent de 2,2%, suivant la tendance évolutive des dernières années illustrée par le graphique 13. Dans son rapport sur l'impact de la crise économique mondiale sur les transferts privés internationaux de juillet 2009, la Banque Mondiale projette une baisse des transferts privés internationaux de 8,4% à de 11,6%. Notre scénario de baisse des transferts privés internationaux en 2008/09 s'aligne sur cette dernière valeur (borne inférieure de la projection faite par

la Banque Mondiale). Une stabilité est prévue en 2009/10, alors qu'une reprise de 2,2% est projetée pour 2010/11 (Tableau 7).

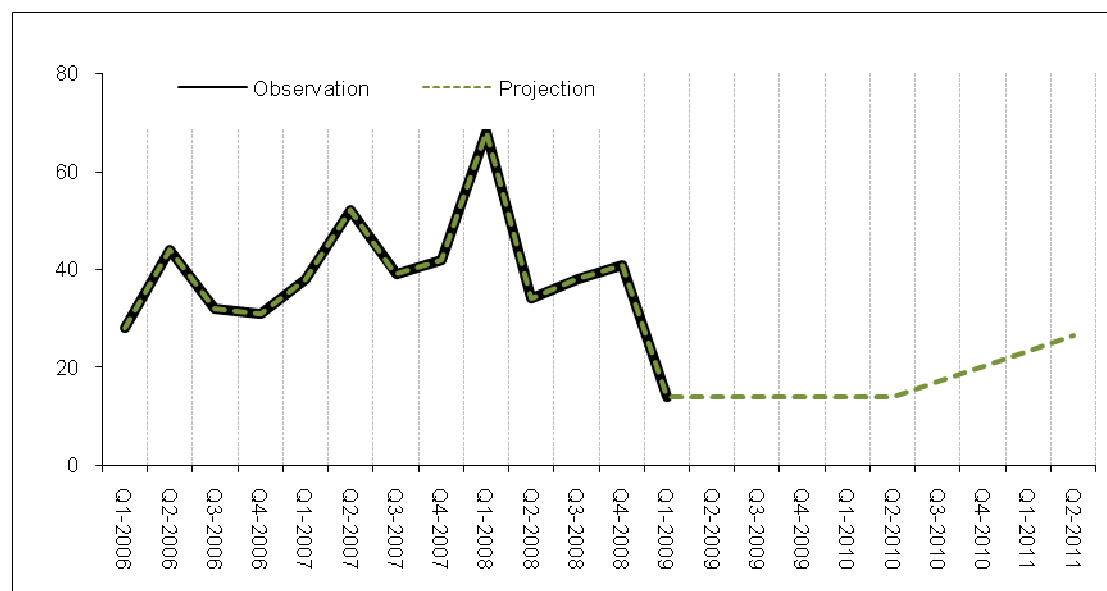
Tableau 7: Autres variables de transmission de la crise (%)

	Investissement		Aide		Transferts	
	Référence	Crise	Référence	Crise	Référence	Crise
2008/09	10,5	-27,1	10,4	-12,7	2,2	-11,6
2009/10	10,5	0,0	10,4	0,0	2,2	0,0
2010/11	10,5	10,5	10,4	10,4	2,2	2,2

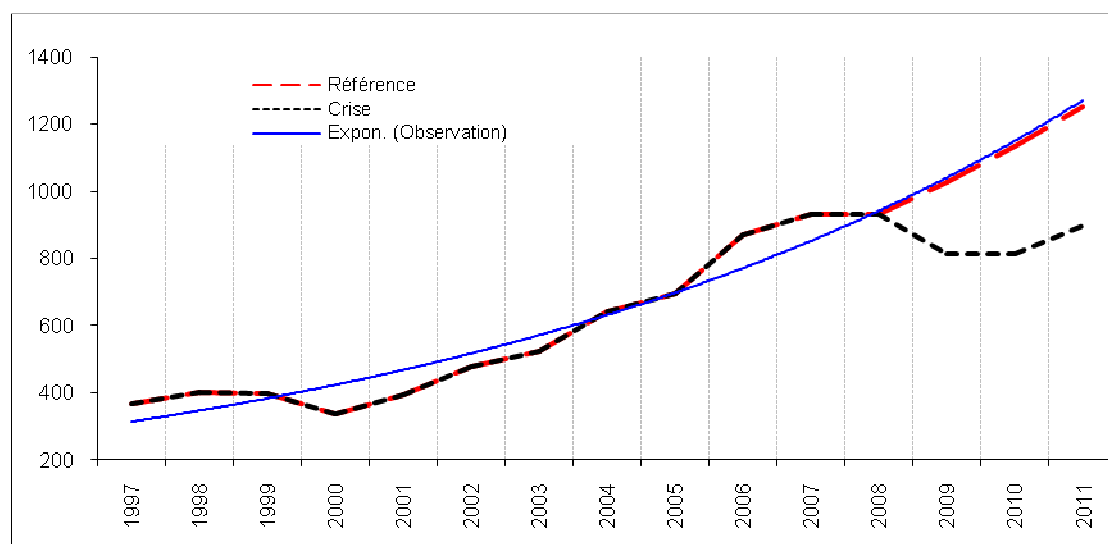
Graphique 10: Investissements Directs Étrangers (Milliards, FCFA)



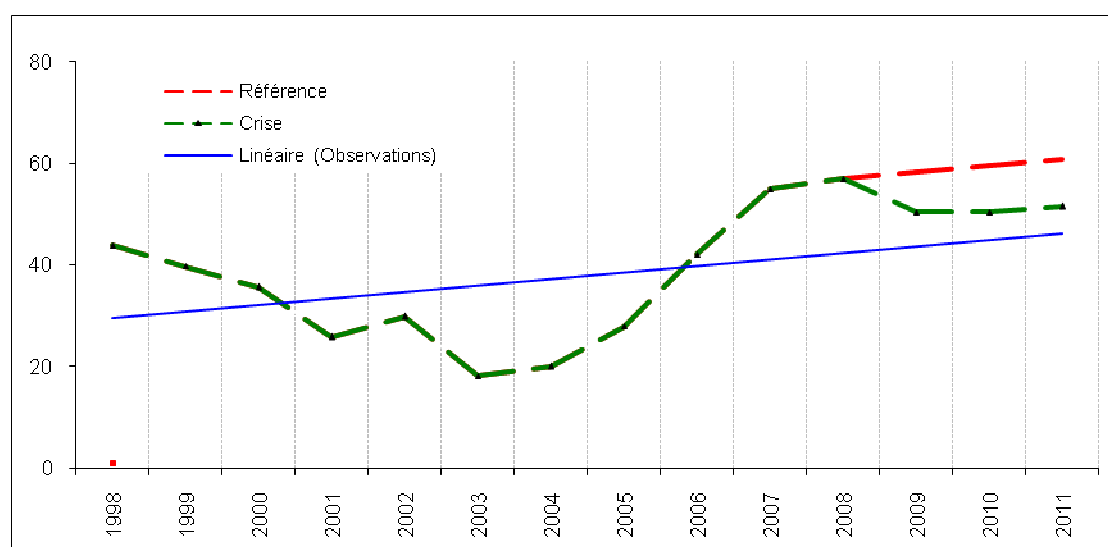
Graphique 11 : Évolution des fusions et acquisitions, Milliards \$EU



Graphique12 : Aide publique au développement (Milliard FCFA)



Graphique 13: Transfert privés internationaux (Milliards, FCFA)



b. Scénarios de réponse politique

Cette étude aborde la problématique des effets de la crise financière et économique mondiale sur les performances économiques, la distribution du revenu, et la pauvreté des enfants au Burkina Faso. D'autre part, elle met en relief les implications de différentes stratégies de réponse politique de l'État. Dans les scénarios décrits ci-dessus (référence et crise), nous postulons une rigidité des dépenses publiques vu la perspective de court terme de l'analyse. Ainsi, les dépenses publiques courantes et d'investissement par habitant sont exogènes, ce qui implique un accroissement annuel des dépenses totales au taux de croissance démographique du Burkina Faso (3,1%).

1. Politique de réponse actuelle

Avec l'hypothèse de rigidité des dépenses publiques, tout accroissement du déficit budgétaire de l'État, résultant d'une contraction de l'économie nationale et de la baisse de l'aide publique au développement, serait entièrement financé de l'intérieur. Cette situation contribuerait sans doute à exacerber les effets néfastes de la crise économique mondiale, en réduisant la disponibilité de l'épargne privée pour l'investissement. Dans le but d'atténuer, voire éliminer, les effets néfastes de la baisse de sa capacité de financement, sur les performances de l'économie et le bien-être de sa population, l'État pourrait adopter

d'autres stratégies de réponse. Celles-ci peuvent être groupées en stratégie pro-cyclique et stratégie contre-cyclique.

2. Politique de réponse pro-cyclique

Lorsque l'État fait face à un déficit budgétaire croissant, une réduction des dépenses (courantes et d'investissement) et/ou une augmentation des impôts sont nécessaires pour rééquilibrer son budget. Cette stratégie de réponse est qualifiée de pro-cyclique; ses conséquences sur les performances économiques et la réduction de la pauvreté sont négatives, car elle contribue à accroître la vulnérabilité de l'économie nationale au choc extérieur. Une réduction des dépenses affecterait plus les ménages et individus pauvres, car ceux-ci reposent davantage sur les services publics. L'impact de la hausse des taxes et impôts serait fonction de leur nature, les taxes sur le revenu étant, en général, progressives tandis que les taxes de vente sont souvent régressives. Dans ce scénario, les dépenses publiques par habitant et le déficit public sont constants, maintenus à leur niveau de l'année 2008; par conséquent, les impôts indirects sont instantanément ajustés pour rééquilibrer le budget de l'État.

3. Politique de réponse contre-cyclique

En période de crise et lorsque les conditions financières le permettent, l'État devrait adopter une réponse contre-cyclique en vue de stimuler l'économie. Celle-ci passe par un accroissement des dépenses publiques et/ou une réduction des taxes et impôts financés de l'extérieur. Les répercussions de la réponse politique sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté sont étroitement liées à la nature du stimulus (dépenses d'investissement, dépenses de consommation, revenu, etc.). Dans cette analyse, nous testons les effets de deux politiques contre-cycliques de réponse à la crise économique, ciblant en particulier les enfants: la subvention alimentaire et le transfert monétaire aux ménages/enfants. Dans l'éventualité où l'État burkinabais disposerait d'un financement extérieur additionnel équivalent à 1% de sa richesse nationale en 2008, nous examinons les implications sur les performances économiques et le bien-être des enfants, d'une subvention des biens alimentaires, d'une part, et d'un transfert monétaire ciblant les ménages ou les enfants pauvres, de l'autre.

4. Approche méthodologique

Notre approche macro-micro économique est utilisée pour évaluer l'impact de la crise économique mondiale et des politiques de réponse, sur le bien-être des enfants au Burkina Faso. L'analyse macro-économique fait recours à la modélisation en équilibre général calculable pour évaluer l'impact des divers canaux de transmission du choc de crise à l'économie burkinabaise. Il est combiné à une analyse micro-économétrique qui explore les comportements microéconomiques des individus et des ménages et évalue l'impact de la crise sur le bien-être des enfants.

a. Analyse macroéconomique

L'évaluation macroéconomique de la crise économique mondiale sur l'économie burkinabaise utilise la modélisation en équilibre général calculable. Cette dernière a l'avantage de capter les aspects structurels des économies modélisées, d'une part, et les effets directs et indirects des chocs et politiques macroéconomiques, de l'autre. Elle met en relief les interactions entre les différents acteurs de l'économie. La plupart des équations sont dérivées des fondements microéconomiques rigoureux précisant comment les agents ajustent les quantités offertes et demandées dans chaque marché en réponse aux variations de prix. Il existe également quelques équations macroéconomiques assurant que les comportements des agents économiques sont compatibles avec les contraintes macro-économiques. Le modèle qui en résulte est alors utilisé comme un « laboratoire » pour effectuer des simulations d'impact des chocs et des politiques économiques.

- *Commerce extérieur*

Le commerce international est régi par le degré de substitution entre les produits importés et domestiques du côté de la consommation, et entre les marchés intérieurs et d'exportation sur du la côté production. Les prix relatifs des produits étrangers déterminent les flux d'importation et d'exportation.

Selon l'hypothèse d'Armington, les biens produits localement et importés sont supposés être des substituts imparfaits dans la consommation intérieure. La demande d'importation par rapport aux biens produits localement est dérivée de la minimisation des coûts sous réserve d'une élasticité de substitution constante ou CES fonction.

Le modèle saisit également l'allocation des biens produits localement entre les exportations et les marchés locaux selon une élasticité constante de transformation (CET). Les exportations sont dérivées de la maximisation du profit sous réserve des paramètres de la fonction CET.

Il est supposé que les exportateurs de biens manufacturés et des services sont plus susceptibles de faire face à une baisse de la demande d'exportations, tandis que les exportateurs de matières premières, agriculture, ressources minérales et énergétiques seraient confrontés à des réductions de leurs prix internationaux (Griffith-Jones et Ocampo, 2009). Pour les premiers, nous supposons que la demande d'exportation a une élasticité infinie, ce qui reflète le pouvoir de marché des produits locaux sur le marché international. Par conséquent, la variation de la demande d'exportations par rapport à son niveau initial est conditionnée par le rapport des prix mondiaux de ces produits exportés sur les prix FOB des exportations, ainsi que l'élasticité de la demande d'exportation.

La demande et l'offre d'exportation équilibrent grâce à des ajustements dans les prix FOB exportations. Nous supposons que les producteurs de matières premières agricoles, minérales et des ressources énergétiques font face à une élasticité infinie de la demande d'exportation. Ainsi, leurs prix FOB sont égaux aux prix mondiaux exogènes.

Les prix des exportations sont égaux aux prix FOB des exportations convertis en prix intérieurs par le taux de change et ajusté par la taxe sur les exportations. Les prix à l'importation sont égaux aux prix mondiaux fixés convertis en prix intérieurs par le taux de change et ajustés par les taxes à l'importation.

La crise mondiale devrait entraîner une réduction du commerce mondial et, par conséquent, affecter l'économie nationale par une baisse de la demande dans ses principales exportations. Les prix des produits exportés et importés sont susceptibles de baisser, car ils sont étroitement liés à la baisse des prix mondiaux de l'importation et de l'exportation. Les pressions visant à modifier le volume des exportations ou des importations et des prix en raison de la crise financière et économique mondiale sont induites par des ajustements de taux de change ou les prix intérieurs.

Les canaux commerciaux sont simulés par une réduction du volume initial pour l'exportation des produits contraints par la demande, d'une part, et les prix internationaux (prix d'importation et d'exportation) pour tous les produits. Ces variables sont exogènes dans le cadre du modèle EGC.

- *Transferts privés internationaux*

Les revenus des ménages sont générés par la rémunération de leurs facteurs de production, le travail et le capital. Ils reçoivent également des transferts en provenance d'autres ménages, de la part du gouvernement, et les envois de fonds de l'étranger. L'impact direct d'une récession mondiale devrait réduire les envois de fonds des membres des familles vivant et travaillant à l'étranger, qui se traduira par une diminution des revenus et, par conséquent, une réduction de la demande intérieure à travers une réduction de la consommation et de l'épargne / investissement. Il augmente aussi la pression sur le solde du compte courant, qui sera induite par l'ajustement du taux de change ou les prix intérieurs. Comme les envois de fonds sont un facteur exogène comme spécifié dans le modèle standard, une simulation de réduction due à la récession mondiale aura un impact sur l'économie.

- *L'aide étrangère*

Le gouvernement est passif dans le sens où il n'optimise pas une fonction objective. Son rôle se limite à celui de réguler l'activité économique et de distribuer les richesses. Ses recettes proviennent des taxes commerciales, des taxes sur les produits nets des subventions, des impôts directs, et des intérêts et des dividendes, également de l'aide extérieure nette et à des emprunts. Ses dépenses se composent des transferts aux institutions domestiques et non domestiques (paiement de la dette) et des dépenses courantes dans les

services du secteur public. Le compte courant du gouvernement s'ajuste par le biais de son solde primaire. La crise financière et économique devrait influencer sur les flux d'aide, ce qui aurait des conséquences dans l'équilibre financier intérieur et le marché des changes. Les flux d'aide extérieure sont également exogènes et sont modifiés pour simuler l'évolution du flux de l'aide étrangère consécutive à la récession économique mondiale.

- *Investissements étrangers*

Le compte courant et le compte capital sont les deux composantes de la balance des paiements, ainsi que les variations des réserves. Le compte capital enregistre les investissements directs étrangers nets et les autres transactions de capitaux dans l'économie mondiale. Avec des réserves internationales fixes, le solde du compte courant est contraint par le solde du compte de capital.

Ainsi, un déficit du compte courant correspond à un excédent du compte de capital, qui représente l'épargne étrangère mise à la disposition de l'investissement local. Les épargnes totales financent l'investissement total. Le total des épargnes générées par les ménages, le gouvernement et le reste du monde. Ainsi, une réduction de l'épargne étrangère détériore les capacités d'investissement dans les pays en développement.

L'investissement total net de l'investissement public et des investissements directs étrangers est répartie entre les secteurs productifs en fonction de leurs taux de rendement relatifs et leur coût d'utilisation. Ce dernier est égal au prix dual de l'investissement multiplié par la somme des taux d'amortissement et le taux d'intérêt.

Les stocks de capital privé sectoriels sont mis à jour avec une équation d'accumulation du capital impliquant la dépréciation du taux et de l'investissement par secteur de destination et les flux d'IDE vers le secteur.

La récession mondiale réduit les investissements directs et autres apports de capitaux de l'étranger et, par conséquent, la capacité d'investissement dans les pays en développement. Dans un contexte d'emprunt international très serré, le marché d'échange s'équilibre par les ajustements des taux de change ou les prix intérieurs. Les pays ayant obtenu une réserve (négative) au cours des dernières années pourraient être en mesure de régler la réduction de l'IDE par une augmentation des autres flux de capitaux, afin de rééquilibrer la balance courante.

b. Liens entre les analyses macro- et micro- économiques

Afin d'évaluer les effets distributifs et le bien-être de l'enfance des chocs et des politiques éventuelles de réponses, nous devons d'abord transmettre les changements dans les prix des produits de base et des facteurs, ainsi que les niveaux d'emploi, au niveau micro-économique. De tels modèles Macro-Micro diffèrent essentiellement par le type d'effet examiné et le mécanisme de lien entre ses deux composantes. Comme l'a mentionné Essama-Nssah et al. (2007), on peut identifier les trois types d'effets suivants pour suivre l'impact distributif des chocs macro-économiques et politiques: les effets des prix ou des changements de prix des dotations en facteurs et des biens achetés, les effets de réallocation, i.e. modification de l'utilisation des ressources intérieures et les effets de dotation ou changement dans la disponibilité des ressources.

Nous proposons d'utiliser le approche séquentielle « top-down » suivie par Robillard, Bourguignon et Robinson (2008) afin de simuler la crise économique mondiale à l'échelle macro-et micro. Notre analyse permet de capter, les effets prix et les effets de réallocations de la crise financière et économique. Les modèles macro-et micro- sont exécutées de façon séquentielle sur trois ans.

Les liens entre l'analyse macro et micro concernent les changements dans les taux de salaires, les prix des produits de base, et les niveaux d'emploi des différentes catégories de travailleurs. Ces derniers sont obtenus de la simulation en utilisant le modèle macro et servent ensuite d'input à l'analyse micro-économique. Les résultats générés à partir de l'analyse macro sont organisés d'une manière qui est compatible avec l'analyse micro qui est suivie.

4. Pauvreté et bien être des enfants

L'avantage de l'approche par la microsimulation intégrée est sa capacité à capter l'hétérogénéité des sources de revenu des ménages et des profils de consommation afin d'effectuer les distributions inter et intra-groupe de la pauvreté et l'analyse des inégalités. Le modèle est utilisé pour générer les données post-simulation. Ces données et les données de l'année de base tirées de l'enquête sur les dépenses et les revenus sont utilisés ensuite pour calculer et comparer les effets de la pauvreté, et mener une analyse sur la scolarité, la nutrition et le travail des enfants, de même que l'impact sur l'accès à la santé.

L'objectif est d'analyser la pauvreté monétaire avec des informations détaillées sur tous les individus dans le modèle microéconomique pour analyser les impacts de la pauvreté et l'inégalité au niveau individuel. Notez que nous ne tentons pas de modéliser les décisions d'allocation intra des ménages mais supposons simplement que la consommation est partagée de manière équitable (en fonction des besoins calorifiques) entre les membres de chaque ménage.

L'analyse vise à mesurer les effets de la crise financière sur cinq aspects des conditions de vie des enfants à savoir : (1) la pauvreté monétaire, (2) la pauvreté calorique, (3) la scolarisation, (4) le travail des enfants, (5) l'accès aux services de santé. Les principaux canaux de transmission de la crise aux enfants sont rappelés ci-dessus (voir section sur le contexte). Dans les paragraphes qui suivent, nous décrivons les approches utilisées pour modéliser et mesurer la transmission effective des effets de la crise sur les cinq principales conditions de vie des enfants.

L'indicateur de pauvreté monétaire est la dépense par équivalent adulte déflatée en utilisant des coefficients appropriés issus de l'approche des parts budgétaires fixés au cours des années analysées. Les valeurs obtenues sont comparées au seuil officiel de pauvreté monétaire de 82 672 FCFA pour dériver les indices habituels de pauvreté (incidence, profondeur et sévérité). A la suite de la crise, des changements de revenus et de consommations se produisent, à travers la modélisation macroéconomique, à la suite des changements de prix à la production et à la consommation et des quantités des biens et services, des taux de salaires et des statuts dans l'emploi pour les salariés, des dividendes et des transferts privés et publics, ainsi comme les changements de revenus pour les ménages auto employés. Divers instruments sont utilisés pour capter ces changements et les traduire en variations de pauvreté. En particulier, pour les personnes salariés qualifiés ou non qualifiés, formel ou informel, urbain ou ruraux, les changements de taux de salaires et de statut d'emploi des personnes de 15 à 65 ans sont modélisés à l'aide d'une régression de type Heckman. Les probabilités d'emploi obtenues permettent de classer les personnes actives en file ou queue d'attente en fonction des chances de changements de statut dans l'emploi. Les effectifs de gains ou pertes d'emplois par catégorie de travailleurs générés par le MEGC sont traduits en gains ou pertes réels d'emplois dans la file d'attente en fonction de la valeur des probabilités. De même les salaires sont générés en fonction des paramètres de la fonction de taux de salaire. Ainsi les changements dus à la crise sont traduits en variation de revenus et de consommation à travers ces modèles de comportements, ce qui permet de mesurer les changements de pauvreté monétaire.

Les dépenses ou consommations monétaires des ménages pour les différents produits alimentaires achetés ou autoconsommés ont été traduites en volumes en utilisant les prix les plus proches géographiquement. Ces quantités – en termes individuels – de produits sont converties en calories en utilisant des tables de conversion, puis comparées au seuil calorique de 2 450 kilocalories par jour pour apprécier la pauvreté calorique.

La scolarisation et le travail des enfants ont été combinés dans l'analyse. Compte de manque de précisions dans le questionnaire d'enquête, le concept de travail des enfants a été appréhendé comme l'exercice d'une activité économique quelconque rémunéré ou non, familial ou non. La combinaison a donné lieu à quatre autres modalités à savoir : (1) « école /sans travail », (2) « école/travail », (3) « sans école /travail », (4) « sans école / sans travail ». Les probabilités d'être dans chaque cas ont été modélisées à l'aide d'une régression de ces choix simultanés de type bi-Probit. Ces probabilités correspondent aux proportions moyennes des enfants situés dans chaque cas distingué. Parmi les variables explicatives, on a la dépense réelle du ménage qui, après la prise en compte des changements dus à la crise, permet de générer les

changements de probabilités correspondants aux changements des proportions des enfants dans chaque cas distingué.

Pour l'accès aux services de santé, le taux de consultation des enfants malades a été retenu. Après que l'analyse de la consultation dans n'importe quelle structure sanitaire, on a vu en profondeur quelles sont les variables qui affectent la consultation dans des type différents de service consultés. A ce propos, quatre catégories de structures de consultation ont été distinguées : (1) les formations sanitaires publiques nationales ou régionales, (2) les formations sanitaires privées ou des ONG, (3) les formations sanitaires de base notamment les Centres de Santé et de Promotion Sociale, (4) les guérisseurs traditionnels, les marabouts et autres. Les probabilités pour les enfants malades de consulter chaque type de structure ont été modélisées à l'aide d'une régression de type Logit multinomial. Ces probabilités correspondent aux proportions moyennes des enfants consultants chaque cas distingué. Parmi les variables explicatives, on a également la dépense réelle du ménage qui, après la prise en compte des changements dus à la crise, permet de générer les changements de probabilités correspondants aux changements des proportions des enfants consultants chaque type de structure.

Pour plus de détails sur les aspects méthodologiques, voir le rapport global sur la méthodologie utilisée dans les trois pays (Burkina Faso, Cameroun, Ghana).

c. Données

Table 8: Description of Burkina Faso SAM Accounts for 2008	
Set	Description of Elements
Activities	
Agriculture (9)	Cereals, Fruit and legumes, Other Livestock, cotton, Other rent products, bovine, Other breeding products, forestry, Fish
Industries (8)	Extractive industry, beverage and modern tobacco, textiles, electricity gas and water, Other modern manufactured industry, informal manufactured industry, modern construction, informal construction
Services (11)	Modern trade, informal trade, Modern transport, Informal transport, Post and telecommunication, Financial services, Hotel, Other modern tradable services, Other informal tradable services, private and par public non tradable, non tradable public services
Institutions	
Households (8)	Public wage earners, formal private wage earners, non formal private wage earners , cotton farmers, livestock farmers, breeders, non agricultural employers, inactive
Others (2)	Government, Rest of the World
Factors of production	
Labor (6)	Rural informal, rural formal, urban formal skilled, urban formal unskilled, urban informal skilled, urban informal unskilled
Capital (1)	Capital

La matrice de comptabilité sociale (MCS) 2008 pour le Burkina Faso identifie les relations économiques à travers six comptes: (1) offre intérieure totale de 28 produits ; (2) Les comptes d'activité pour 28 secteurs (ici les produits et les activités sont synonymes); (3) 7 facteurs de productions (6 types de main-d'œuvre et une seule catégorie de capital), (4) 3 agents institutionnels; (5) les ménages, le gouvernement et le reste du monde ; le compte des ménages comprend 8 groupes représentatifs (3 salariés, 3 agricole et 2 non agricoles) et (6) 1 compte capital. La structure de la MCS au Burkina Faso est décrite dans le tableau 2.

Le modèle micro utilise des informations sur les ménages et les individus à partir de l'enquête sur le revenu et les dépenses des ménages de 2003. Ces enquêtes intègrent des informations sociodémographiques et économiques sur les ménages et les individus, y compris les enfants.

En outre, afin de saisir l'impact de la crise mondiale sur la nutrition des enfants, l'éducation, le travail et l'état de santé il est nécessaire de disposer de données précises sur les quantités de produits alimentaires consommés par les ménages, sur l'éducation et les services de santé utilisés par les individus et leur ménage. Nous utilisons l'enquête Démographique et de Santé (EDS) de 2003 pour ces informations.

5. Résultats

5.1 Analyse d'impact de la crise économique

Nous résumons dans le tableau 9, la modification des variables de transmission de la crise économique en pourcent par rapport aux valeurs du scénario de base, avant d'analyser leur impact sur les performances économiques et la pauvreté des enfants au Burkina Faso.

Tableau 9: Variables de transmission, variation en % référence

	2009	2010	2011
Commerce International			
<i>Prix moyen des importations</i>	-29,5	-23,7	-17,3
<i>Volume d'exportation</i>	-10,1	-13,2	-7,7
Investissement étrangers	-34,0	-39,8	-39,8
Aide internationale	-20,9	-28,4	-28,4
Transferts privés internationaux	-13,5	-15,4	-15,4

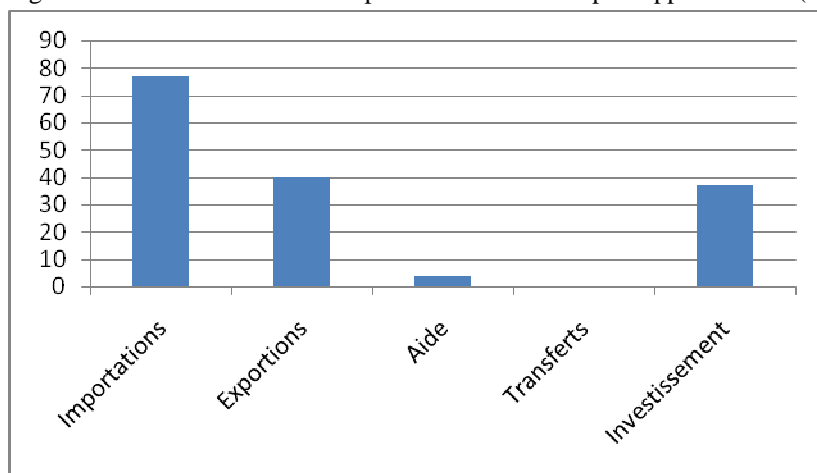
5.1.1. Effets de la crise sur les variables économiques

Contrairement aux modèles statiques d'équilibre général calculable, l'interprétation des résultats d'un modèle dynamique se fait par rapport au sentier de référence qui retrace l'évolution de l'économie en absence de chocs de politique et l'évolution en présence de chocs. Ce faisant, tous les résultats des simulations présentés dans la suite du document ont été rapportés à ceux du sentier de référence ci-dessus. Nous présentons dans un premier temps l'impact de la crise sur les principaux canaux de transmission avant

de décliner l'impact macroéconomique et sectoriel, puis, les effets distributifs induits par l'évolution de ces derniers.

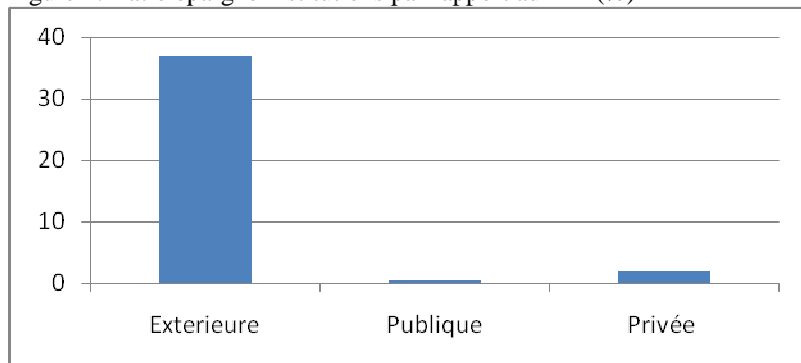
Du fait de la faible part distributive des transferts internationaux aux privés et de l'aide étrangère dans les revenus des ménages et du gouvernement, l'impact macroéconomique de l'évolution de ces quatre canaux de la crise sera dicté par le commerce international et l'investissement (figure 1).

Figure 1 : Ratio variables du compte courant extérieur par rapport au PIB (%)



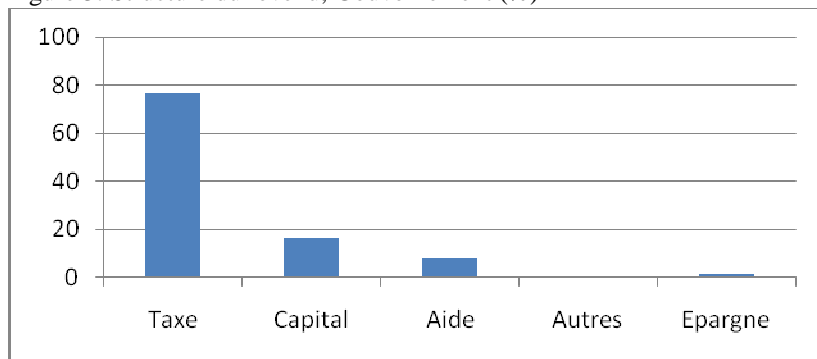
En effet, les importations et les exportations représentent près de 80% et 40% respectivement du PIB. Ce qui se traduit par une détérioration de la balance commerciale et un recours à l'aide internationale pour la financer. Quant aux IDE, ils représentent environ 37% du PIB.

Figure 2: Ratio épargne institutions par rapport au PIB (%)



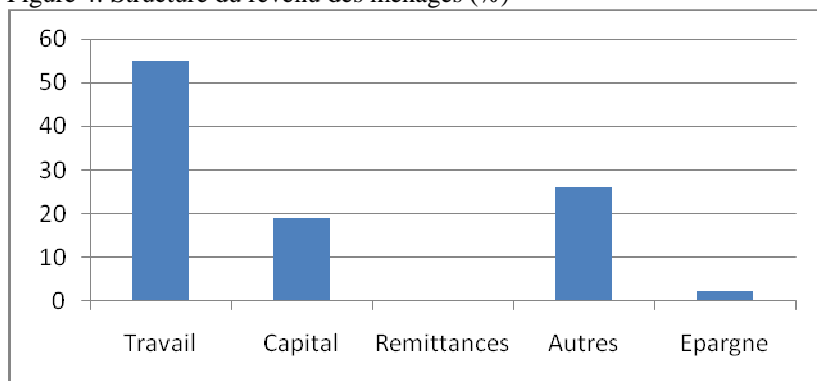
L'aide publique au développement contribue pour peu au revenu du gouvernement comme l'indique, soit environ 7% comme l'indique la figure 3.

Figure 3: Structure du revenu, Gouvernement (%)



La part des envois de fonds de l'étranger aux privés est marginale dans le revenu des ménages. On s'attendrait donc à ce que cette variable n'ait pas un effet distributif significatif.

Figure 4: Structure du revenu des ménages (%)



a. Impact macroéconomique

Depuis le début des années 2000 le Burkina Faso a connu une croissance relativement forte. En agissant négativement sur les flux commerciaux et financiers, la crise tire vers le bas le taux de croissance économique du pays. Ainsi, par rapport au scénario de référence on projette (tableau 10) que le rythme de la croissance diminuerait de 1,1% pour le Burkina Faso en 2009 et en 2010, et de 0.2% en 2011.

Tableau 10 : Variation de la croissance du PIB (%)

2009	-1.1
2010	-1.1
2011	-0.2

Source : calcul des auteurs

La dégradation des performances commerciales dépendrait de la dépendance vis-à-vis des exportations et du degré de concentration de ces dernières. Or, la faible diversification des exportations constitue une des principales caractéristiques de l'économie burkinabé où les exportations sont concentrées sur le coton. La baisse du PIB est aussi induite par la baisse des exportations. L'augmentation de la consommation finale aurait eu un effet positif sur le PIB, mais elle n'a pas été suffisante (tableau 11) pour contrecarrer la baisse des exportations.

Tableau 11 : Effet sur les composantes du PIB (%)

Part	Consommation			
	finale	Investissement	Exportations	Importations
Part	100,4	18	9.1	24.9
Variation				
2009	0.4	17.0	-10.1	-20.4
2010	4.5	12.3	-13.2	-32.3
2011	4.4	10.6	-7.7	-32.1

Source : calcul des auteurs

• Effet sur les échanges avec l'extérieur

Sur les trois périodes, les prix mondiaux des importations et des exportations baisseraient en raison de la crise. La tendance baissière serait toutefois plus prononcée en 2009 et 2010 pour les deux prix mondiaux. La dégradation du prix international des exportations devrait être plus chronique en 2011 avec une baisse projetée de 44.1% (tableau 18).

Comme la demande d'exportations devrait chuter sur tout l'horizon temporel et que l'offre d'exportation est relativement élevée (niveau de production reste importante en raison du niveau initial du travail et les stocks de capital), les prix FOB à l'exportation chutent de 45.4%, 48.7% et 41.3% respectivement en 2009, 2010 et 2011.

En outre, les investissements étrangers et des transferts (de l'aide et les envois de fonds) ont également chuté, induisant une forte dégradation du compte courant extérieur, ce dernier est rééquilibré par une augmentation importante du taux de change.

Dans l'ensemble, les prix intérieurs des importations devraient augmenter et les prix à l'exportation devraient baisser. La demande d'exportation étant rigide, les importations sont en baisse afin de rééquilibrer la balance extérieure courante, et contribuer à réduire le déficit commercial.

En 2010, la tendance observée est plus prononcée qu'en 2009 malgré l'hypothèse d'une stagnation de la crise économique (les changements dans les variables de transmission sont nuls). Les prix internationaux sont toujours en baisse de 23.7% et 37.7% respectivement pour le prix d'importation et d'exportation par rapport à 2009. Déficit commercial se détériore de façon plus prononcée qu'en 2009 quant bien même le volume des importations continuent de baisser.

En 2011, l'économie ne se remet toujours pas de la crise économique et les variables macro transmission et les prix baissent. Le prix FOB à l'exportation est en baisse; le taux de change s'apprécie, alors que les prix intérieurs des importations et des exportations enregistrent une forte augmentation et faible diminution respectivement; le volume des importations diminuent de 32.1% et celui des exportations diminue de 7.7%. Comme les exportations continuent de diminuer, le déficit commercial se dégrade.

Tableau 12 : Effets sur les échanges avec l'extérieur (%)

	Prix mondiaux			Taux d'échange	Prix domestiques			Quantité		Value
	Import	Export	prix FOB		Indice des prix	Import	Export	Import	Export	CAB
2008	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	-29.5	-29.7	-45.4	76.1	0.0	24.3	-3.6	-20.4	-10.1	-34.0
2010	-23.7	-37.3	-48.7	87.7	0.0	43.4	-3.7	-32.3	-13.2	-39.8
2011	-17.3	-44.1	-41.3	70.3	0.0	40.9	-0.1	-32.1	-7.7	-39.8

Source : calcul des auteurs

- **Effets sur le revenu réel et la consommation**

L'impact de la crise est tel qu'aucune partie du volume de la production n'est exportée sur les trois périodes. Le prix moyen intérieur est fixe («numéraire»). Les prix intérieurs des exportations chutent de 2009 à 2011 ; par conséquent, le prix moyen à la production (moyenne pondérée des prix intérieurs et d'exportation) chute de 0,2 % et 0.1% respectivement en 2009 et en 2010 avant de rester inchangé en 2011.

Aucune portion de la demande intérieure n'est satisfaite par les importations ; le prix intérieur des importations devrait baisser de façon sensible de 2009 à 2011. Par conséquent, les prix moyens aux consommateurs devraient baisser. Contre toute attente, le prix intérieur moyen aux consommateurs augmente sur toutes les périodes de même que le prix des inputs. Comme le prix des inputs augmente et le prix à la production chute, le prix des facteurs chute en 2009, 2010 et 2011.

Tableau 13 : Effets sur la consommation finale

	Propension		Prix domestiques		Prix domestique	Prix au Producteur	Prix au consommateur	Prix des inputs	Prix de la valeur ajoutée
	Import	Export	Import	Export					
2008	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	0.0	0.0	-29.5	-29.7	0.0	-0.2	2.1	4.1	-3.4
2010	0.0	0.0	-23.7	-37.3	0.0	-0.1	3.5	7.3	-5.7
2011	0.0	0.0	-17.3	-44.1	0.0	0.0	3.4	7.0	-5.0

Source : calcul des auteurs

- **Effets épargne-investissement**

Avec la crise, l'épargne domestique devrait baisser entre 2009 et 2011 avec une baisse plus prononcée en 2011 (tableau 14). Par contre l'épargne étrangère devrait augmenter sur toutes ces périodes. En 2009, l'augmentation de l'épargne étrangère surpasse la baisse de l'épargne domestique. Par conséquent, on note une hausse de l'investissement total. Quant aux deux dernières périodes, la baisse de l'épargne domestique a été telle que l'investissement total devrait chuter. Le prix des investissements devraient subir une augmentation, consécutive à la hausse des prix moyens à la consommation.

Tableau 14 : Effets sur l'épargne et l'investissement (%)

	Epargne domestique	Epargne étrangère	Investissement	Prix des investissements
2008	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	-9.2	16.2	0.1	3.8
2010	-12.9	13.0	-3.2	6.5
2011	-13.7	2.5	-6.0	5.7

Source : calcul des auteurs

L'impact de la crise aurait été d'augmenter les dépenses du gouvernement par y faire face. Ses dépenses sont exclusivement influencées par ses consommations étant l'hypothèse de fixité des transferts publics dans le bouclage du modèle.

Le gouvernement tire la majeure partie de son revenu de ses recettes courantes (tableau 9). L'aide au développement occupe aussi une part non moins importante du budget publique. L'effet attendu de la serait de faire baisser le gouvernement de 2009 à 2011, induit par une baisse de certaines de ses recettes fiscales (tarifs douaniers, taxes directes) et de l'aide (tableau 15).

Tableau 15 : Revenu et dépenses du gouvernement

	Consommation gouvernementale	Transfert publics	Dépenses publiques	Taxes sur la production	Taxes sur les produits	Tarifs	Taxes sur les exports	Taxes directs	Transferts	capital	Tous
2008	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	1.3	0.0	1.0	6.7	7.3	-3.1	-	-1.7	-20.9	-1.1	-2.8
2010	2.0	0.0	1.6	12.6	10.0	-5.1	-	-2.7	-28.4	-0.1	-4.0
2011	1.8	0.0	1.5	12.2	8.5	-6.2	-	-2.8	-28.4	0.3	-5.1

Source : calcul des auteurs

b. Effets distributifs

La crise aura des effets distributifs très importants et affectera les ménages différemment selon leur profil de consommation. Dans les sections qui suivent, nous analysons l'impact de crise par rapport à la situation sans crise sur les variables qui servent de liens entre l'approche au niveau macroéconomique et microéconomique afin de prédire leurs effets sur la pauvreté des ménages.

• Effets prix

En 2009 on s'attendrait à une baisse importante du prix des exportations et des importations (tableau 16). Le prix intérieur des importations devrait augmenter. En fait, la hausse du taux de change, nécessaire pour équilibrer la balance commerciale a été si importante induisant une hausse du prix domestique des importations. Il s'en est suivi donc une hausse du prix composite aux consommateurs sur toutes les périodes, ce qui aura un effet néfaste sur le bien-être des ménages en terme de consommation.

Le prix FOB de tous les produits baisse, ce qui se traduirait par une augmentation du volume des exportations et donc par une baisse de leur prix domestiques telle que observée dans le tableau 17.

Par ailleurs, on prévoit que l'augmentation du prix aux consommateurs des produits agricoles principalement exportés et celui des autres produits agricoles est plus accentuée que celle des autres catégories de bien. Les habitudes de consommation étant telles que les ménages consomment plus ces produits, on s'attendrait à une dégradation de leur bien-être.

Tableau 16 : Effets prix 2009

	Import World price 2009	Export		Exchange Rate 2009	Domestic prices 2009					
		World price 2009	FOB price 2009		Import	Export	Basic	Consumer	Producer	Factor
Export-oriented agriculture		-30.2	-43.8	76.1		-0.9	3.5	7.6	2.4	-3.5
Other agriculture	-30.4	-29.5	-45.5	76.1	22.7	-4.0	2.7	9.8	1.8	1.7
Mining	-23.4	-34.2	-42.5	76.1	34.9	1.1	1.7	2.8	1.7	-3.6
Manufacturing		-34.2	-44.8	76.1		-2.8	1.1	1.1	1.0	0.0
Private services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Public services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

E 2010, les tendances seraient similaires à celles de 2009 mais avec un trend plus prononcée. Ainsi, la baisse du prix international des exportations et du prix FOB serait comprise entre -46.9% et -39.6% et entre -48% et -45.7% respectivement.

Tableau 17 : Effets prix 2010

	Import World price 2009	Export		Exchange Rate 2009	Domestic prices 2009					
		World price 2009	FOB price 2009		Import	Export	Basic	Consumer	Producer	Factor
Export- oriented agriculture		-39.6	-45.7	87.7	-	1.9	2.6	4.2	2.6	-6.1
Other agriculture	-	-39.6	-48.0	87.7	-	-2.5	1.6	1.6	1.6	0.0
Mining	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Manufacturing	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Private services	-14.1	-46.9	-46.6	70.3	44.1	-9.2	-5.6	-4.4	-5.8	-8.9
Public services	-6.0	-32.1	-48.0	70.3			-7.9	-7.3	-8.0	-10.2

Source : calcul des auteurs

En 2011, le prix des exportations devraient restés inchangés par rapport à leur niveau du scenario sans crise étant donnée l'hypothèse de reprise de l'activité économique (tableau 18).

Tableau 18 : Effets prix 2011

	Import World price 2009	Export		Exchange Rate 2009	Domestic prices 2009					
		World price 2009	FOB price 2009		Import	Export	Basic	Consumer	Producer	Factor
Export-oriented agriculture		-	-	-		-	-	-	-	-
Other agriculture	-	0.0	0.0	0.0	0.0	-	-	-	-	-
Mining	-	0.0	-29.5	-23.7	-17.3	-	-	-	-	-
Manufacturing	-	0.0	-29.7	-37.3	-44.1	-	-	-	-	-
Private services	-	0.0	-10.1	-13.2	-7.7	-	-	-	-	-
Public services	-	0.0	-34.0	-39.8	-39.8	-	-	-	-	-

Source : calcul des auteurs

• Effets revenu

La crise aura un effet sur le revenu des ménages à travers une détérioration de leur revenu de travail et de leur statut d'emploi.

Ainsi, le taux de rémunération baisserait entre 2009 et 2011 alors que son volume son volume resterait identique à son niveau initiale.

Tableau 19 : Effets sur le prix des facteurs (%)

	Capital	All Labor	Formel				Informel			
			All	Rural	Urbain Skilled	Urban Unskilled	All	Rural	Urbain Skilled	Urban Unskilled
2009	-1.0	-4.9	0.0	0.0	0.0	0.0	-7.0	-8.2	-5.3	-4.0
2010	-2.1	-7.9	0.0	0.0	0.0	0.0	-11.3	-12.6	-8.9	-8.9
2011	-1.1	-7.4	0.0	0.0	0.0	0.0	-10.5	-11.4	-7.6	-10.1

Source : calcul des auteurs

Cela s'explique par le fait que, sous l'effet de la crise, le travail formel devrait baisser comme on l'observe au tableau 20 au profit du travail informel. Par conséquent, le volume du travail total, segmenté en ces deux niveaux reste invariable.

Tableau 20 : Change in factor volumes (%)

	Capital	All Labor	Formel				Informel			
			All	Rural	Urbain Skilled	Urban Unskilled	All	Rural	Urbain Skilled	Urban Unskilled
2009	-0.1	0.0	0.0	-0.5	0.6	0.6	0.0	0.2	-0.4	-0.2
2010	-0.8	0.0	-0.9	-1.6	0.0	-0.5	0.4	0.6	0.0	0.2
2011	-1.8	0.1	-1.3	-2.5	0.4	-0.8	0.6	0.9	-0.3	0.3

Source : calcul des auteurs

5.1.1. Effets de la crise sur les enfants

Avant la crise, la pauvreté, la scolarisation et l'accès aux services de santé a fait l'objet de plusieurs diagnostics. Une brève présentation de la dynamique de ces variables avant la crise s'avère nécessaire. L'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) a estimé l'incidence de la pauvreté monétaire à 45,5% en 1994, 45,3% en 1998 puis 46,4% en 2003. Ces statistiques se basent sur les données

de trois enquêtes nationales sur les conditions de vie des ménages menées successivement en 1994, 1998 et 2003. La profondeur de la pauvreté estimée à 15,5% en 2003 est en hausse de 1,6 point par rapport à 1994 et de 1,8 point par rapport à 1998. La sévérité de la pauvreté est restée stable autour de 6% au cours de la période. La pauvreté qui apparaît comme un phénomène de masse au Burkina Faso frappe principalement le milieu rural qui a contribué pour 96,%, 93,9% et 92,2% à la pauvreté nationale respectivement en 1994, 1998 et 2003.

Une frange importante de la population est très jeune. Les moins de 15 ans ont représenté 40,2% de la population en 1960 contre 46,0% en 2006, soit une hausse de près de 14% et une moyenne de 45,9% ; ce qui explique en grande partie l'écart de plus en plus important, entre la demande et l'offre en matière de besoins sociaux (éducation, santé, emploi ...).

Selon les résultats de l'enquête QUIBB, plus de la moitié (65,9%) des ménages burkinabé sont à moins d'une demi heure de l'école primaire la plus proche, montrant que les ménages dans leur majorité ne sont pas trop distants des écoles primaires. Dans l'ensemble, 78% de la population âgée de plus de 6 ans est sans aucun niveau d'instruction. Les personnes qui n'ont que le niveau de l'enseignement primaire ne représentent que 14% de la population totale. Quant à l'enseignement secondaire, il concerne seulement 3,5% de la population, pour le premier cycle. Les taux pour le second cycle, le niveau supérieur et les formations professionnelles toutes catégories confondues sont tout à fait négligeables (moins de 2%).

Le taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus présente d'importantes disparités selon le milieu de résidence et le sexe. En 1994, le taux d'alphabétisation était de 18,9% (51,6% en milieu urbain et 11,8% en milieu rural), 27,1% chez les hommes et 11,4% chez les femmes. En 1998, il était de 18,4% (50,6% en milieu urbain et 10,8% en milieu rural), 24,8% chez les hommes et 12,9% chez les femmes (INSD, 2000). En 2003, le taux global d'alphabétisation était estimé à 22% avec 56,3% pour le milieu urbain et 12,5% pour le milieu rural. Celui des hommes était de 29,4% tandis que chez les femmes, il était de 12,5% (MEDEV, 2004). Les résultats de l'enquête QUIBB de 2007 donnent un taux d'alphabétisation de 28,3%. La région du Centre¹² a le taux d'alphabétisation le plus élevé (58,3%), sans doute à cause de la capitale qu'elle abrite.

L'accès à la santé est apprécié dans les statistiques officielles par la distance au centre de santé la plus proche ou par le temps mis pour se rendre au centre de santé. Selon les résultats de l'enquête QUIBB, environ 40% des ménages mettaient moins de trente minutes pour arriver dans un centre de santé en 2005, soit une augmentation de 2 points de pourcentage par rapport à l'année 2003 (INSD, 2005). Selon les statistiques de l'annuaire statistique de la santé, le rayon moyen d'action des formations sanitaires a évolué de 8,19 Km en 2005 à 7,69 Km en 2007. Selon la même source, les taux de couverture vaccinale par antigène sont estimés en 2007 à 100% pour le BCG et le DTC-Hep-Hib3, 94% pour le VAA et le VAR et 89% pour le VAT2. La proportion des accouchements assistés par un personnel qualifié est passée de 42,9% en 2005 à 57,26% en 2007. Pendant la même période le taux de prévalence contraceptive est passé de 23% à 26%. Le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans dormant sous des moustiquaires imprégnées a été à 23,17% en 2005.

La prévalence de l'insuffisance pondérale infanto-juvénile a évolué de 46,1% en 2005 à 31,7% en 2007 (Ponty et al 2008). Selon la même source, le taux de faible poids à la naissance des nouveaux nés a évolué de 11,1% en 2005 à 10,1% en 2007.

Selon les statistiques du Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation (MEBA) le taux brut de scolarisation au primaire des enfants de 7 à 12 ans a évolué de 56,8% en 2005 à 66,5% en 2007 (71,7% pour les garçons et 61,2% pour les filles). Le taux net de scolarisation a évolué au cours de la même période de 44,6% à 53,1% (57,4% pour les garçons et 48,7% pour les filles).

Les sections qui suivent examinent les effets de la crise financière sur la pauvreté monétaire et calorique, la scolarisation, l'accès à la santé ainsi que le travail des enfants de moins de 15 ans. Cette tranche d'âge des

¹² Au plan administratif, le Burkina Faso est organisé en treize (13) régions, quarante cinq (45) provinces, quarante neuf (49) Communes urbaines, trois cent deux (302) communes rurales et huit mille deux cent vingt huit (8228) villages

enfant ne recoupe pas avec les tranches d'âge utilisées dans les statistiques officielles. Une autre source de différence entre l'analyse suivante et ceux officielles est la choix différente des echales d'équivalence : notre étude utilise des echales d'équivalence construites sur la base du besoin minimal de calorie; par contre, les estimations officielles ont adopté des echales d'équivalence par tête. Une prudence devraient être observées dans les comparaisons avec les chiffres officiels.

Les effets de la crise sur les pauvretés monétaire et calorique, la scolarisation, le travail des enfants, ainsi que l'accès aux services de santé sont analysés. Dans chaque cas, l'analyse est précédée par une présentation de la situation de base sans crise, par rapport à laquelle les changements dus à la crise sont appréciés. L'année 2008¹³ est considérée comme année de référence.

i. Crise et pauvreté monétaire des enfants

• Situation de base de la pauvreté monétaire des enfants

La situation initiale (base) de la pauvreté monétaire des enfants (0-14 ans) est caractérisée par une incidence de 36,3% pour l'ensemble du Burkina Faso, soit 40% en milieu rural et 14,3% en milieu urbain (tableau 21). Cette incidence de la pauvreté monétaire des enfants augmente avec le nombre d'enfants dans le ménage. On observe une proportion plus élevée d'enfants pauvres dans les ménages dirigés par des hommes (36,5%) comparés à leurs homologues dirigés par des femmes (32,1%). Au niveau régional, on note une disparité importante de l'incidence variant de 19,7% dans la région du Centre et 60,5% dans la région du Mouhoun. Si la situation favorable du Centre s'explique par l'influence de la ville de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, la forte incidence de la pauvreté monétaire des enfants dans la région du Mouhoun, zone cotonnière et favorable au plan agricole, reste un sujet de recherche à approfondir. Les analyses de la pauvreté monétaire de 1998 et 2003 ont aussi montré l'importance de la pauvreté monétaire dans les zones du Centre Sud, du Nord et de la boucle du Mouhoun (INSD, 2000, 2003). L'analyse de la profondeur et de la sévérité de la pauvreté donne des classements similaires des sous-groupes, avec une pauvreté plus sévère et plus profonde en zone rurale, dans les ménages à grands effectifs d'enfants, dans les ménages dirigés par des hommes et dans les régions du Mouhoun, du Nord, du Centre Est et du Centre Sud.

Sans la crise, cette situation de base aurait évolué en 2009, 2010 et 2011 comme le montre le tableau 21. Pour l'ensemble du Burkina Faso, l'incidence de la pauvreté aurait baissé pour passer de 36,3% en 2008 à 30,8% en 2011, soit une réduction de 5,5 points de pourcentage. Une tendance à la baisse est également observée dans la majorité des régions, en milieu rural et urbain, dans les ménages dirigés par les hommes ou les femmes et quel que soit le nombre d'enfants dans le ménage.

Tableau 21 : Pauvreté monétaire des enfants (0-14ans) avant et sans la crise

	Part (%) population	Incidence (%)				Profondeur (%)				Sévérité (%)			
		base	BaU 2009	BaU 2010	BaU 2011	base	BaU 2009	BaU 2010	BaU 2011	base	BaU 2009	BaU 2010	BaU 2011
Burkina Faso	100,0	36,3	33,2	31,8	30,8	11,6	9,6	8,9	8,5	5,2	3,9	3,7	3,5
Régions													
Centre	8,1	19,7	20,0	19,6	19,3	4,9	5,0	4,7	4,4	1,6	1,6	1,6	1,4
Nord	9,2	48,4	46,1	46,0	46,1	14,9	14,0	13,8	13,6	6,6	6,2	6,0	5,9
Centre Ouest	8,8	24,1	23,9	23,3	23,1	7,7	7,6	7,2	6,9	3,5	3,4	3,2	3,0
Centre Est/Centre Sud	12,6	46,2	45,1	43,9	43,5	14,5	13,8	13,2	12,9	6,4	6,0	5,7	5,6
Est	9,3	37,8	36,7	36,1	35,6	10,7	10,2	9,9	9,7	4,4	4,2	4,1	4,0
Sahel	5,8	30,3	28,9	25,1	22,5	9,3	8,7	6,8	5,8	3,9	3,6	2,7	2,3
Sud Ouest	5,3	29,6	30,1	27,9	26,2	6,6	6,8	6,0	5,5	2,1	2,2	1,9	1,7
Boucle du Mouhoun	12,7	60,5	37,7	36,7	34,4	25,9	10,7	10,2	9,7	14,1	4,2	3,9	3,8
Hauts Bassins/Casca des	13,6	20,2	22,2	21,0	19,7	5,8	6,6	6,2	5,8	2,4	3,1	2,9	2,9
Centre Nord/Plateau central	14,6	34,4	34,7	31,9	30,4	9,2	9,5	8,3	7,6	3,4	3,6	3,0	2,7
Genre du Chef de ménage													

¹³ Les dernières données de base au niveau micro disponible sont ceux du 2003.

femme	4,8	32,1	30,2	29,3	28,5	9,7	8,4	8,0	7,8	4,1	3,3	3,1	3,0
homme	95,2	36,5	33,3	32,0	30,9	11,7	9,6	9,0	8,5	5,3	4,0	3,7	3,5
Nombre d'enfants dans le ménage													
2 enfants	0,3	14,3	12,5	12,5	12,5	3,8	2,4	2,5	2,5	1,6	0,7	0,8	0,8
3 enfants	3,4	13,7	12,8	12,1	11,7	3,6	3,1	2,9	2,8	1,4	1,1	1,1	1,1
4 enfants	6,7	15,9	14,6	13,5	12,1	3,8	3,4	2,9	2,7	1,4	1,2	1,1	1,0
5 enfants	9,4	23,2	20,2	19,2	18,2	5,9	4,7	4,4	4,1	2,3	1,8	1,7	1,7
6 enfants	10,8	26,5	24,5	23,4	22,3	7,7	6,5	6,1	5,8	3,2	2,5	2,4	2,4
7 enfants ou plus	69,3	42,7	39,2	37,7	36,7	14,2	11,6	10,9	10,4	6,5	4,9	4,5	4,3
Milieu													
rural	85,5	40,0	36,8	35,3	34,2	12,9	10,7	10,0	9,5	5,8	4,4	4,1	3,9
urbain	14,5	14,3	11,9	11,3	10,7	4,0	2,7	2,6	2,5	1,7	1,0	0,9	0,9

Sources : Calculs des auteurs

- *Effets de la crise sur la pauvreté monétaire des enfants*

Pour l'ensemble du Burkina Faso, la crise financière se traduira par une augmentation de l'incidence, de la profondeur et de la sévérité de la pauvreté monétaire des enfants (tableau 22). Les hausses des indices de pauvreté en termes de points de pourcentages par rapport à la situation de base seront de l'ordre de 1,7 à 2,6 pour l'incidence, 0,5 à 1,2 pour la profondeur et 0,4 à 0,9 pour la sévérité. Cette dégradation attendue de la situation monétaire des enfants est principalement attribuable à la baisse des dépenses monétaires des ménages. Des augmentations similaires de la pauvreté monétaire des enfants sont également attendues dans toutes les régions sauf la Boucle du Mouhoun qui enregistre des réductions importantes de l'incidence, de la profondeur et de la sévérité. Des réductions de pauvreté des enfants sont observées dans les ménages comptant deux (2) enfants. Au-delà de deux (2) par ménage, on enregistre une augmentation des indices de pauvreté des enfants. Les enfants du milieu rural voient leur pauvreté monétaire augmenter suite à la crise. En zone urbaine, des réductions de pauvreté sont observées notamment en termes de profondeur et de sévérité.

Tableau 22 : Changements de la pauvreté monétaire des enfants (0-14ans) suite à la crise (variation en points de % par rapport à la situation de base)

	Part (%) population	Incidence				Profondeur				Sévérité			
		Base (%)	Crise 2009	Crise 2010	Crise 2011	Base (%)	Crise 2009	Crise 2010	Crise 2011	Base (%)	Crise 2009	Crise 2010	Crise 2011
		Variation en points de %				Variation en points de %				Variation en points de %			
Burkina Faso	100,0	36,3	1,7	2,6	1,7	11,6	0,6	1,2	0,5	5,2	0,5	0,9	0,4
Régions													
Centre	8,1	19,7	2,2	2,7	2,2	4,9	1,1	1,5	1,2	1,6	0,7	0,9	0,7
Nord	9,2	48,4	1,7	2,0	1,8	14,9	0,8	1,3	0,9	6,6	0,5	0,8	0,6
Centre Ouest	8,8	24,1	3,0	4,8	4,5	7,7	1,8	2,3	2,0	3,5	1,1	1,5	1,3
Centre Est/Centre Sud	12,6	46,2	4,0	4,3	4,2	14,5	2,3	3,0	2,4	6,4	2,0	2,4	1,9
Est	9,3	37,8	1,5	1,9	1,5	10,7	1,0	1,4	1,1	4,4	0,6	0,8	0,5
Sahel	5,8	30,3	7,0	7,6	6,1	9,3	4,6	5,0	3,3	3,9	3,4	3,6	2,4
Sud Ouest	5,3	29,6	8,1	9,3	8,3	6,6	3,0	3,7	2,9	2,1	1,4	1,8	1,4
Boucle du Mouhoun	12,7	60,5	-17,8	-16,9	-18,4	25,9	13,0	12,5	13,2	14,1	-8,5	-8,2	-8,5
Hauts Bassins/Casca des	13,6	20,2	6,5	7,7	6,1	5,8	3,9	4,4	3,4	2,4	3,4	3,7	3,0
Centre Nord/Plateau central	14,6	34,4	7,0	8,6	7,1	9,2	4,3	5,1	4,1	3,4	2,6	3,3	2,5
Genre du Chef de ménage													
femme	4,8	32,1	1,5	3,2	3,2	9,7	0,1	0,5	0,3	4,1	-0,1	0,1	-0,0
homme	95,2	36,5	1,7	2,6	1,7	11,7	0,7	1,2	0,5	5,3	0,6	0,9	0,4
Nombre d'enfants dans le ménage													
2 enfants	0,3	14,3	-1,8	-1,8	-1,8	3,8	-0,9	-0,7	-0,7	1,6	-0,7	-0,6	-0,5
3 enfants	3,4	13,7	3,7	3,9	3,6	3,6	1,4	1,8	1,2	1,4	0,9	1,2	0,7
4 enfants	6,7	15,9	3,5	3,7	3,2	3,8	1,4	1,7	1,2	1,4	1,0	1,2	0,8
5 enfants	9,4	23,2	1,4	1,8	0,6	5,9	0,6	1,0	0,4	2,3	0,4	0,6	0,2
6 enfants	10,8	26,5	3,8	4,2	3,3	7,7	1,3	1,7	1,2	3,2	0,7	1,0	0,7
7 enfants ou	69,3	42,7	1,2	2,4	1,4	14,2	0,4	1,0	0,3	6,5	0,5	0,9	0,4

plus													
Milieu													
rural	85,5	40,0	2,1	3,0	2,0	12,9	0,8	1,4	0,6	5,8	0,7	1,1	0,5
urbain	14,5	14,3	-0,2	0,4	0,4	4,0	-0,5	-0,1	-0,3	1,7	-0,3	-0,1	-0,2

Sources : Calculs des auteurs

i. Crise et pauvreté calorique des enfants

• Situation de base de la pauvreté calorique des enfants

Les indices de pauvreté sont obtenus en comparant la consommation calorique au seuil de 2450 Kilo-calories par jour par personne. Les résultats (tableau 23) montrent des niveaux de pauvreté caloriques plus élevés que la pauvreté monétaire (tableau 21). Bien que les systèmes de prix et les équivalences caloriques utilisés puissent comporter des limites liées à la problématique globale de la qualité de l'information statistique, la comparabilité des ménages reste valable dans la mesure où on applique le même système.

La situation initiale (base) de la pauvreté calorique des enfants (0-14 ans) est caractérisée par une incidence de 69,4% pour l'ensemble du Burkina Faso, soit 70,6% en milieu rural et 62,7% en milieu urbain. Ces taux élevés de pauvreté calorique comparés aux taux de pauvreté monétaires sont imputables à la pauvreté calorique des aliments habituellement consommés par les ménages burkinabé. Les statistiques du Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (MAHRH) sur les habitudes alimentaires indiquent que 80% des besoins énergétiques sont apportés par les trois céréales traditionnelles à savoir le mil, le sorgho et le maïs qui constituent la base des aliments les plus consommés (DGPSA, 2007). Ces céréales, généralement débarrassées de leur son dans les transformations alimentaires familiales, sont consommées avec très peu de viande et de légumes et se retrouvent sans grande valeur calorique. A coût égal, de tels régimes ou habitudes alimentaires donneraient une pauvreté calorique plus élevée comparés à des régimes alternatifs plus riches en teneur calorique.

L'incidence, la profondeur et la sévérité de la pauvreté calorique des enfants augmente avec le nombre d'enfants dans le ménage. Plus il y a d'enfants, plus ces derniers sont exposés à la pauvreté calorique. La même relation est observée pour la pauvreté monétaire. Contrairement à la pauvreté monétaire, les écarts de pauvreté calorique des enfants entre les ménages dirigés par des hommes et ceux dirigés par des femmes sont faibles, voir nulles notamment pour la profondeur et la sévérité. Au niveau régional, on note une disparité importante de l'incidence variant de 42,9% dans la région du Sahel et 81,3% dans les régions du Centre Nord et du Plateau Central. Les deux régions extrêmes sont pourtant géographiquement voisines à la différence que la région Sahélienne est pastorale avec une consommation plus importante de lait plus riche que les céréales. Les régions du Nord et du Plateau Centrale sont plutôt agricoles et céréalières. Les régions les plus exposées à la pauvreté monétaire (Centre Sud et Mouhoun) le sont aussi pour la pauvreté calorique (76,6% pour le Mouhoun et 76,4% pour le Centre Sud et le Centre Est).

Tableau 23 : Pauvreté calorique des enfants (0-14 ans) avant et sans la crise

	Part (%) population	Incidence (%)				Profondeur (%)				Sévérité (%)			
		base	BaU 2009	BaU 2010	BaU 2011	base	BaU 2009	BaU 2010	BaU 2011	base	BaU 2009	BaU 2010	BaU 2011
Burkina Faso	100,0	69,4	69,6	69,2	68,8	27,8	27,8	27,5	27,3	14,3	14,4	14,2	14,0
Régions													
Centre	8,1	66,2	65,9	66,7	66,4	26,3	25,9	26,0	25,8	13,1	12,8	12,9	12,8
Nord	9,2	66,9	66,8	66,6	66,4	24,5	24,4	24,4	24,5	12,3	12,3	12,3	12,3
Centre Ouest	8,8	69,0	68,8	68,7	68,6	29,4	29,5	29,6	29,7	15,9	16,0	16,0	16,0
Centre Est/Centre Sud	12,6	76,4	77,1	77,3	77,3	32,0	32,3	32,3	32,3	16,7	17,1	17,1	17,1
Est	9,3	64,6	64,8	65,0	65,6	21,0	21,0	21,1	21,2	9,5	9,5	9,6	9,6
Sahel	5,8	42,9	42,9	38,8	36,9	16,1	15,9	14,1	13,0	8,4	8,3	7,0	6,3
Sud Ouest	5,3	69,1	69,6	69,0	68,0	29,5	29,6	28,9	28,4	15,3	15,4	14,8	14,5
Boucle du Mouhoun	12,7	76,6	76,7	76,9	75,8	31,1	31,1	31,0	30,6	16,1	16,1	16,0	15,8
Hauts Bassins/Casca des	13,6	61,8	62,3	62,2	61,9	23,4	23,9	23,7	23,4	11,4	11,9	11,8	11,6
Centre Nord/Plateau	14,6	81,3	81,5	80,4	79,8	35,5	35,6	34,7	34,1	19,4	19,5	18,8	18,4

central													
Genre du Chef de ménage													
femme	4,8	67,0	67,1	68,0	69,0	27,7	27,7	27,8	28,0	14,3	14,3	14,3	14,3
homme	95,2	69,5	69,7	69,3	68,8	27,8	27,9	27,5	27,3	14,3	14,4	14,2	14,0
Nombre de personnes dans le ménage													
2 enfants	0,3	33,3	33,3	33,3	35,2	9,9	9,8	10,1	10,3	4,6	4,6	4,8	4,9
3 enfants	3,4	41,1	41,4	40,8	39,6	12,6	12,7	12,4	12,2	5,6	5,6	5,7	5,6
4 enfants	6,7	50,5	50,3	49,6	49,9	17,1	17,2	16,8	16,6	7,8	7,9	7,7	7,6
5 enfants	9,4	54,3	54,6	54,9	54,4	18,8	19,0	18,8	18,6	9,0	9,4	9,3	9,2
6 enfants	10,8	66,1	66,4	65,7	65,5	23,8	23,8	23,5	23,2	11,5	11,5	11,3	11,1
7 enfants ou plus	69,3	75,3	75,5	75,2	74,7	31,5	31,5	31,2	31,0	16,6	16,7	16,4	16,2
Milieu													
rural	85,5	70,6	70,9	70,4	70,0	28,6	28,8	28,4	28,1	14,9	15,1	14,8	14,6
urbain	14,5	62,1	61,7	62,1	61,9	22,9	22,3	22,5	22,5	10,9	10,6	10,8	10,7

- *Effets de la crise sur la pauvreté calorique des enfants*

Dans toutes les régions à l'exception de la région du Centre, il est attendu des augmentations de l'incidence, de la profondeur et de la sévérité de la pauvreté calorique des enfants. Le cas exceptionnel de la région du Centre semble lié à l'influence de la ville de Ouagadougou qui, comme les autres centres urbains, montre sans doute une situation favorable. A l'image de la pauvreté monétaire, des réductions de pauvreté calorique des enfants sont observées dans les ménages comptant deux (2) enfants. Au-delà de deux (2) par ménage, on enregistre une augmentation des indices de pauvreté des enfants.

[illegible]

femme	4,8	67,0	-0,8	-0,8	-0,3	27,7	0,3	0,5	0,7	14,3	0,4	0,5	0,5
homme	95,2	69,5	1,2	1,1	0,9	27,8	2,1	2,3	1,8	14,3	2,9	3,6	2,6
Nombre d'enfants dans le ménage													
2 enfants	0,3	33,3	-1,7	-1,7	-1,7	9,9	0,0	0,0	0,3	4,6	-0,0	0,0	0,2
3 enfants	3,4	41,1	2,1	2,1	2,1	12,6	2,4	2,9	2,3	5,6	3,5	5,3	4,6
4 enfants	6,7	50,5	2,3	2,2	1,6	17,1	2,6	2,9	2,1	7,8	8,1	9,9	4,9
5 enfants	9,4	54,3	2,1	2,6	3,0	18,8	1,7	1,8	1,3	9,0	1,7	1,6	1,1
6 enfants	10,8	66,1	1,2	0,5	0,1	23,8	1,9	2,0	1,4	11,5	2,0	2,3	1,5
7 enfants ou plus	69,3	75,3	0,8	0,7	0,5	31,5	2,0	2,3	1,9	16,6	2,6	3,1	2,5
Milieu													
rural	85,5	70,6	1,5	1,4	1,2	28,6	2,5	2,7	2,2	14,9	3,3	4,0	2,9
urbain	14,5	62,1	-1,5	-1,6	-1,7	22,9	0,6	-0,5	-0,4	10,9	-0,2	0,0	0,0

Sources : Calculs des auteurs

ii. Crise, scolarisation et travail des enfants

• Situation de base de la scolarisation et du travail des enfants

Les proportions des enfants de 6 à 14 ans qui vont à l'école et/ou qui exercent une activité économique quelconque sont données dans le tableau 25. Il importe de souligner que les tranches d'âges (6-14 ans) ciblées par la présente étude sont à cheval sur la tranche d'âges officiels pour le calcul des taux de scolarisation au Burkina Faso. En effet les statistiques officielles de scolarisation se basent sur la tranche de 7-12 ans pour le primaire et de 13 à 18 ans pour le secondaire. Ainsi donc, les valeurs données dans le tableau 25 sont intermédiaires entre les taux officiels de scolarisation du primaire et du secondaire.

Dans la tranche d'âge 6-10 ans, 32,45% des enfants vont à l'école. Ce taux se décompose en 31,24% pour ceux qui font seulement l'école contre 1,21% pour ceux qui, en plus de l'école, mènent une activité économique quelconque. En termes relatifs, environs 4% des enfants scolarisés de 6 à 11 ans mènent des activités économiques.

Au total les 67,6% des enfants de 6-10 ans qui ne fréquent pas l'école se décomposent, en terme absolu, en 39,05% « avec un travail économique quelconque » et 28,50% « sans travail ». En terme relatif, 42% des enfants de 6-10 ans ne fréquentant pas l'école participent à des activités économiques.

En considérant l'ensemble du travail des enfants avec ou sans école, on obtient 40,26% des enfants de 6-10 ans qui exercent des activités économiques quelconques. Ce taux se décompose en termes absolus à 39,05% pour ceux qui ne sont pas à l'école contre 1,21% pour ceux qui combinent école et activité économique. En termes relatifs, pour l'ensemble des enfants de 6-10 ans qui mènent des activités économiques, 97% ne fréquent pas l'école tandis que 3% cumule ce travail avec l'école.

Sans crise, l'évolution attendue entre 2009 et 2011 aurait été marquée par une augmentation des taux de scolarisation et une réduction des taux de participation au travail des enfants de 6-10 ans. La proportion des enfants « sans école et sans travail » allait augmenter, ce qui correspond plutôt à la baisse du travail étant car la scolarisation augmente dans le même temps. Tous ces changements sont en dessous de 1 point de pourcentage.

Tableau 25 : Scolarisation et travail des enfants de 6-14 ans, avant et après la crise.

	École/sans travail	École/travail	Sans école/travail	Sans école /Sans travail	École	Travail
	Enfants de 6-10 ans					
Base (%)	31,24	1,21	39,05	28,50	32,45	40,26
	Variation en points de pourcentage par rapport à la situation de base					
BaU 2009	0,358	0,000	-0,493	0,135	0,358	-0,493
BaU 2010	0,503	0,000	-0,704	0,200	0,504	-0,703
BaU 2011	0,623	-0,000	-0,865	0,242	0,623	-0,865

Crise 2009	-0,237	-0,004	0,493	-0,252	-0,241	0,489
Crise 2010	-0,366	-0,005	0,719	-0,348	-0,371	0,714
Crise 2011	-0,248	-0,005	0,508	-0,255	-0,253	0,503
Enfants de 11-14 ans						
Base (%)	36,14	1,45	51,11	11,30	37,59	52,56
Variation en points de pourcentage par rapport à la situation de base						
BaU 2009	0,293	-0,008	-0,376	0,091	0,285	-0,384
BaU 2010	0,421	-0,012	-0,546	0,137	0,409	-0,558
BaU 2011	0,518	-0,014	-0,667	0,164	0,503	-0,682
Crise 2009	-0,234	0,002	0,321	-0,089	-0,232	0,323
Crise 2010	-0,393	0,004	0,518	-0,129	-0,389	0,522
Crise 2011	-0,286	0,003	0,360	-0,077	-0,284	0,363

Sources : Calculs des auteurs

Dans la tranche d'âge 11-14 ans, 37,59% des enfants vont à l'école, parmi lesquels 36,14% font seulement l'école tandis que 1,45% exercent, en plus de l'école, une activité économique quelconque. En d'autres termes, environs 4% des enfants scolarisés de 11 à 14 ans mènent des activités économiques.

Au total les 62,41% des enfants de 11-14 ans qui ne fréquent pas l'école se décomposent, en terme absolu, en 51,11% qui exercent un travail économique quelconque et 11,30% qui ne font rien. En terme relatif, c'est environs 82% des enfants de 11-14 ans ne fréquentant pas l'école qui exercent des activités économiques.

Lorsqu'on considère le travail des enfants avec ou sans école, on obtient 52,56% des enfants de 11-14 ans, soit environ 1 enfant sur 2, qui exercent des activités économiques quelconques. Ce taux se décompose en termes absolus à 51,11% pour ceux qui ne sont pas à l'école contre 1,45% pour ceux qui combinent école et activité économique. En termes relatifs, on peut dire que sur 100 enfants de 11-14 ans qui mènent des activités économiques, 97 ne fréquent pas l'école tandis que 3 cumule ce travail avec l'école.

Les résultats du tableau 25 montrent également que sans crise, l'évolution attendue entre 2009 et 2011 serait marquée par une augmentation des taux de scolarisation et une réduction des taux de participation au travail des enfants de 11-14 ans. Même la proportion des enfants « sans école et sans travail » allait augmenter, ce qui reflète plutôt la baisse du travail étant donné que la scolarisation augmente dans le même temps. Tous ces changements restent modestes et en dessous de 1 point de pourcentage par rapport à l'année de base. On note que les tendances d'évolution entre 2009 et 2011 sont similaires entre les tranches 6-10 ans et 11-14 ans.

- *Effets de la crise sur la scolarisation et du travail des enfants*

En absence de la crise, la dynamique de la scolarisation et de travail des enfants entre 2009 et 2011 aurait été caractérisée par une augmentation de la fréquentation scolaire au détriment du travail des enfants (tableau 25). Le principal effet de la crise financière est d'inverser cette tendance au cours de la période 2009-2011, à la fois pour les deux tranches d'âge (6-10 ans et 11-14 ans). En effet, avec la crise, les taux de scolarisation enregistreront une réduction tandis que la proportion des enfants qui participent aux activités économiques augmente. La crise économique, à travers la contraction des revenus et de la consommation des ménages – a réduit les probabilités de scolarisation au profit de l'exploitation des enfants à des fins de création de revenu. Il importe toutefois de noter que les baisses de taux de scolarisation, de même que les augmentations des taux de participation aux activités économiques sont faibles en dessous de 1 point de pourcentage par rapport à l'année de base.

La principale différence entre les deux tranches d'âge est que la crise se traduit chez les enfants plus âgés (11-14 ans) par une faible augmentation des taux de ceux qui combinent école et travail. Les proportions des enfants scolarisés de 6 – 10 ans qui participent aussi à des activités économiques baissent malgré la crise. Les enfants scolarisés de 11 – 14 ans participeront à créer des revenus pour mitiger les effets de la crise.

iii. Crise et accès des enfants aux services de santé

- *Situation de base sur l'accès des enfants aux services de santé*

La situation sanitaire initiale se caractérise par un taux de consultations des enfants malades estimé à 67,37% (tableau 26) soit environs 2 enfants malades sur 3 qui consultent un agent de santé ou un guérisseur traditionnel. Un enfant malade sur 3 ne bénéficie d'aucune consultation.

Au total, 83,27% des consultations des enfants malades se font dans les centres publics et privés de santé contre 16,73% auprès de guérisseurs traditionnels et autres. La majorité (50,65%) des consultations dans les services habilités de santé se font dans les Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS), structure de la santé la plus répandue et la plus proche géographiquement des populations. Les consultations dans les structures privées de santé concernent seulement 12,74% des enfants malades.

Sans la crise, la dynamique de la consultation entre 2009 et 2011 aurait été caractérisée par une augmentation des consultations médicales au détriment des consultations auprès des guérisseurs.

Tableau 26 : Consultation sanitaire des enfants malades de 0-14 ans, avant et après la crise.

	Consultation sanitaire	Structures sanitaires consultées			
		Centre hospitalier national, centre hospitalier régional, CMA/CM	Médecin/pharm. privés, infirmier privé, privé/ONG	CSPS	Guérisseurs. trad./marabout, matronne traditionnelle, autres
Base (%)	67,63	19,88	12,74	50,65	16,73
Variation en points de pourcentage par rapport à la situation de base					
BaU 2009	0,487	0,116	0,145	0,270	-0,531
BaU 2010	0,654	0,122	0,165	0,352	-0,639
BaU 2011	0,820	0,146	0,195	0,425	-0,766
Crise 2009	-0,617	-0,034	-0,031	-0,420	0,486
Crise 2010	-0,843	-0,067	-0,074	-0,538	0,678
Crise 2011	-0,527	-0,038	-0,026	-0,273	0,337

Source : Calculs des auteurs

- *Effets de la crise sur l'accès des enfants aux services de santé*

En absence de crise, l'évolution attendue de l'accès des enfants pour la période 2009 à 2011 était caractérisée par une augmentation des consultations des formations sanitaires modernes par les enfants malades au détriment des guérisseurs traditionnels (tableau 26). Le principal effet de la crise est d'inverser cette tendance. En effet, avec la crise, les projections de consultations des formations sanitaires modernes publiques ou privées par les enfants malades de 0 à 14 ans montrent toutes des baisses pour la période de 2009 à 2011 alors que celles des guérisseurs traditionnels et des marabouts augmentent. La pression à baisse des revenus et des consommations réelles des ménages suite à la crise, a pour conséquence de baisser les capacités à faire face au coût privé d'accès aux services de santé. La demande des services modernes de santé baisse au profit des services traditionnels (guérisseurs traditionnels et marabouts) dont le coût est plus réduit.

5.2 Analyse d'impact des réponses politiques à la crise économique sur les variables économiques

Cette étude aborde la problématique des effets de la crise financière et économique mondiale sur les performances économiques, la distribution du revenu, et la pauvreté des enfants au Burkina Faso. D'autre part, elle met en relief les implications de différentes stratégies de réponse politique de l'État. Dans les scénarios décrits ci-dessus (référence et crise), nous postulons une rigidité des dépenses publiques vu la perspective de court terme de l'analyse. Ainsi, les dépenses publiques courantes et d'investissement par

habitant sont exogènes, ce qui implique un accroissement annuel des dépenses totales au taux de croissance démographique du Burkina Faso (3,1%).

5.2.1 Politique fiscale de réponse pro-cyclique

Lorsque l'État fait face à un déficit budgétaire croissant, une réduction des dépenses (courantes et d'investissement) et/ou une augmentation des impôts sont nécessaires pour rééquilibrer son budget. Cette stratégie de réponse est qualifiée de pro-cyclique; ses conséquences sur les performances économiques et la réduction de la pauvreté sont négatives, car elle contribue à accroître la vulnérabilité de l'économie nationale au choc extérieur. Une réduction des dépenses affecterait plus les ménages et individus pauvres, car ceux-ci reposent davantage sur les services publics. L'impact de la hausse des taxes et impôts serait fonction de leur nature, les taxes sur le revenu étant, en général, progressives tandis que les taxes de vente sont souvent régressives. Dans ce scénario, les dépenses publiques par habitant et le déficit public sont constants, maintenus à leur niveau de l'année 2008; par conséquent, les impôts indirects sont instantanément ajustés pour rééquilibrer le budget de l'État.

- **Impact macroéconomique**

Les résultats de cette option de réponse politique à la crise montrent que le PIB subirait une baisse identique à celle prévue sous l'effet de la crise pour toutes les trois périodes d'analyse. On en déduit que cette politique s'avère inopérante pour renverser les tendances induites de la crise sur l'activité économique.

Tableau 27 : Taux de croissance du PIB (%)

2009	-1.1
2010	-1.1
2011	-0.2

Source : calcul des auteurs

La consommation totale et les investissements devraient chuter sous cette politique de réponse. En effet, une augmentation des impôts indirects pour financer le déficit budgétaire induirait toute chose égale par ailleurs, une augmentation des prix à la consommation et partant le prix moyen de l'investissement (tableau 31). Ce qui explique que ces deux composantes du PIB baissent entraînant une baisse du PIB. On note par ailleurs que sous cette politique n'a pas pu renverser l'effet de la crise sur les composantes du commerce extérieur (tableau 28).

Tableau 28 : Effet sur les composantes du PIB (%)

	Consommation finale	Investissement	Exportations	Importations
Part	100,4	18	9.1	24.9
Variation				
2009	-5.1	-2.8	-10.1	-20.4
2010	-7.5	-8.0	-13.2	-32.3
2011	-7.3	-10.8	-7.7	-32.2

Source : calcul des auteurs

a. Effet sur les échanges avec l'extérieur

Plus haut on avait prédit une baisse prononcée des prix mondiaux des exportations et des importations sous l'effet de la crise. Ici encore, la politique simulée, c'est-à-dire un financement du déficit budgétaire de

l'intérieure, n'arriverait pas à inverser l'impact de la crise. Au demeurant, les tendances resteraient identiques pour toutes les autres variables des échanges avec l'extérieur (tableau 29).

Tableau 29 : Effets sur les échanges avec l'extérieur (%)

	Prix mondiaux		prix FOB	Taux d'échange	Indice des prix	Prix domestiques		Quantité		Value CAB
	Import	Export				Import	Export	Import	Export	
2008	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	-29.5	-29.7	-45.4	76.1	0.0	24.3	-3.6	-20.4	-10.1	-34.0
2010	-23.7	-37.3	-48.7	87.7	0.0	43.4	-3.8	-32.3	-13.2	-39.8
2011	-17.3	-44.1	-41.4	70.4	0.0	40.9	-0.2	-32.2	-7.7	-39.8

Source : calcul des auteurs

b. Effets sur le revenu réel et la consommation

Comme nous l'avons souligné plus haut, cette option de politique aurait un impact négatif à l'interne. En effet, les prix intérieurs des exportations devraient chuter de 2009 à 2011 ; par conséquent, le prix moyen à la production (moyenne pondérée des prix intérieurs et d'exportation) chuterait de 0,2 % en 2009 et en 2010 et resterait inchangé en 2011.

Le prix intérieur des importations subirait une baisse sur tout l'horizon d'analyse, ce qui devrait influencer à la baisse le prix moyen intérieur aux consommateurs. Mais puisque sous cette politique la taxe de vente devrait augmenter pour financer le déficit public, alors cela influence à la hausse les prix aux consommateurs (tableau 33). L'augmentation du prix consommateur ressort pourtant être légèrement en dessous de celle que la crise causerait en 2010 et 2011 et varierait entre 3.2% et 3.4% contre une variation de 3.4% à 3.5% sous l'effet de la crise. Le prix moyen des facteurs devrait subir une baisse de 2009 à 2011, conséquence d'une baisse du prix au producteur (tableau 30).

Tableau 30 : Effets sur la consommation finale

	Propension		Prix domestiques		Prix domestique	Prix au Producteur	Prix au consommateur	Prix des inputs	Prix de la valeur ajoutée
	Import	Export	Import	Export					
2008	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	0.0	0.0	-29.5	-29.7	0.0	-0.2	2.1	4.1	-3.4
2010	0.0	0.0	-23.7	-37.3	0.0	-0.2	3.4	7.2	-5.7
2011	0.0	0.0	-17.3	-44.1	0.0	0.0	3.2	6.7	-5.0

Source : calcul des auteurs

c. Effets épargne-investissement

Comme l'indique le tableau 31, l'investissement total devrait baisser avec cette politique sous l'effet de la dégradation de l'épargne privé et du prix de l'investissement. Pour cette option de politique, l'épargne privée subirait une baisse plus prononcée que celle induite par la crise et elle le subirait davantage en 2011 comme l'indique le tableau 31.

Tableau 31 : Effets sur l'épargne et l'investissement (%)

	Epargne domestique	Epargne étrangère	Investissement	Prix des investissements
2008	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	-9.8	16.2	0.0	3.8
2010	-14.7	13.0	-3.7	6.3
2011	-17.9	2.5	-7.1	5.3

Source : calcul des auteurs

Les résultats du tableau 32 montrent l'impact de cette réponse politique à la crise sur le revenu et les dépenses du gouvernement. Comparés à ce qui est présentés plus haut sous l'effet de la crise, ces résultats ressortent être presque similaires. La chute prévue du revenu sur les trois périodes induite principalement par la baisse de l'aide publique n'a pas été inversée par l'augmentation de la taxe de vente.

Tableau 32 : Revenu et dépenses du gouvernement

	Consommation gouvernementale	Transfert publics	Dépenses publiques	Taxes sur la production	Taxes sur les produits	Tarifs	Taxes sur les exports	Taxes directs	Transferts	capital	Tous
2008	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	1.2	0.0	1.0	6.7	7.3	-3.1	-	-1.7	-20.9	-1.1	-3.2
2010	1.9	0.0	1.5	12.6	9.9	-5.1	-	-2.7	-28.4	0.0	-5.2
2011	1.5	0.0	1.2	12.2	8.4	-6.3	-	-2.8	-28.4	0.4	-7.9

Source : calcul des auteurs

• Effets distributifs

Les effets distributifs que cette politique induirait seraient similaires à ceux causés par la crise. Ainsi les prix (internationaux et intérieurs) et les revenus des ménages auraient une évolution presque identique.

Dans l'ensemble, cette politique de financement du déficit public par la taxe indirecte n'aurait pas pu faire écarter sensiblement l'économie du sentier sur lequel elle serait sous l'effet de la crise. En effet, elle serait dans l'incapacité de contrecarrer les effets induits par la crise.

5.2.2. Politique de réponse par une aide internationale de 1% du PIB comme subvention des prix de vente des produits alimentaires

En période de crise et lorsque les conditions financières le permettent, l'État devrait adopter une réponse contre-cyclique en vue de stimuler l'économie. Celle-ci passe par un accroissement des dépenses publiques et/ou une réduction des taxes et impôts financés de l'extérieur. Les répercussions de la réponse politique sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté sont étroitement liées à la nature du stimulus (dépenses d'investissement, dépenses de consommation, revenu, etc.). Dans cette analyse, nous testons les effets de deux politiques contre-cycliques de réponse à la crise économique, ciblant en particulier les enfants: la subvention alimentaire et le transfert monétaire aux ménages/enfants. Dans l'éventualité où l'État burkinabais disposerait d'un financement extérieur additionnel équivalent à 1% de sa richesse nationale en 2008, nous examinons les implications sur les performances économiques et le bien-être des enfants, d'une subvention des biens alimentaires, d'une part, et d'un transfert monétaire ciblant les ménages ou les enfants pauvres, de l'autre.

- **Impact macroéconomique**

Ce scénario de politique de réponse permettrait d'amortir légèrement la tendance baissière induite par la crise sur le PIB. Ainsi, le taux de croissance du PIB baisserait de 0.6%, de 0.9% et de 0.1% respectivement en 2009, 2010 et 2011.

Tableau 33 : Taux de croissance du PIB (%)

2009	-0.6
2010	-0.9
2011	-0.1

Source : calcul des auteurs

La subvention entraînerait aussi une amélioration de la consommation finale quoiqu'en baisse sur les trois périodes. Il est attendu que l'investissement augmente en 2009 alors qu'il devrait baisser avec la crise, avant de subir une tendance baissière légèrement en dessous de la tendance induite de la crise durant les deux dernières périodes (tableau 34).

Tableau 34 : Effet sur les composantes du PIB (%)

	Consommation finale	Investissement	Exportations	Importations
Part	100,4	18	9.1	24.9
Variation				
2009	-4.9	1.9	-10.1	-15.0
2010	-7.5	-3.2	-13.2	-28.1
2011	-7.4	-5.6	-7.7	-28.1

Source : calcul des auteurs

a. Effet sur les échanges avec l'extérieur

La crise causerait une baisse très sensible des prix mondiaux des importations et des exportations (tableau 35). L'équivalent local du prix international des importations devrait augmenter de façon moins prononcée que celle que la crise occasionnerait, de même que le taux d'échange. C'est ce qui explique que le volume des importations ne baisse pas au même rythme que celui induit par la crise. Le prix FOB des exportations devrait baisser à un rythme moins prononcée que celui causé par la crise sur toutes les trois périodes.

Tableau 35 : Effets sur les échanges avec l'extérieur (%)

	Prix mondiaux		prix FOB	Taux d'échange	Prix domestiques		Quantité		Value	
	Import	Export			Indice des prix	Import	Export	Import	Export	CAB
2008	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	-29.5	-29.7	-42.2	66.4	0.0	17.6	-3.8	-15.0	-10.1	-34.0
2010	-23.7	-37.3	-46.4	79.1	0.0	36.8	-4.0	-28.1	-13.2	-39.8
2011	-17.3	-44.1	-38.9	62.9	0.0	34.8	-0.5	-28.1	-7.7	-39.8

Source : calcul des auteurs

b. Effets sur le revenu réel et la consommation

Une subvention du prix des produits alimentaires devrait encourager la consommation privée. Ainsi, le prix moyen au producteur devrait subir une baisse identique de 0.2% en 2009 et 2010 avant de stagner en 2011.

Corrélativement, le prix moyen des facteurs (variable prix de la valeur ajoutée) baisserait de 2009 à 2011. Quant au prix aux consommateurs, les effets d'augmentations induits par la crise sont amoindris avec cette politique. Il devrait augmenter de 2.5% en 2009 avant de se stabiliser à 3.9% les deux dernières périodes.

Tableau 36 : Effets sur la consommation finale

	Propension		Prix domestiques		Prix domestique	Prix au Producteur	Prix au consommateur	Prix des inputs	Prix de la valeur ajoutée
	Import	Export	Import	Export					
2008	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	0.0	0.0	-29.5	-29.7	0.0	-0.2	2.5	3.3	-2.8
2010	0.0	0.0	-23.7	-37.3	0.0	-0.2	3.9	6.5	-5.1
2011	0.0	0.0	-17.3	-44.1	0.0	0.0	3.9	6.2	-4.5

Source : calcul des auteurs

c. Effets épargne-investissement

La politique simulée serait efficace pour inverser la tendance baissière induite par la crise sur l'épargne domestique. En effet, on prévoit une augmentation de celle-ci sur toutes les périodes, même si cela devrait décroître d'une année à l'autre. L'épargne étrangère devrait aussi augmenter les deux premières périodes avant de chuter en 2011 à -2.5 points de pourcentage. Il s'en est suivi une augmentation de l'investissement en 2009 et 2010 et une baisse en 2011. Puisque cette politique devrait amoindrir l'augmentation des prix aux consommateurs, il en résulte une augmentation du prix de l'investissement (tableau 37).

Tableau 37 : Effets sur l'épargne et l'investissement (%)

	Epargne domestique	Epargne étrangère	Epargne total	Prix des investissements
2008	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	12.0	9.8	4.4	3.0
2010	6.8	7.8	1.2	5.8
2011	4.5	-1.9	-1.5	5.1

Source : calcul des auteurs

5.2.3 Transfert monétaire de 1% du PIB ciblé aux ménages/enfants

A priori cette politique est bien partie pour engendrer des effets bénéfiques sur le plan macroéconomique et microéconomique en terme de réduction de la pauvreté.

- **Impact macroéconomique**

Au plan macroéconomique, les incidences du transfert sur le taux de croissance du PIB sont négatives, mais d'ampleur amoindrie par rapport à ce qu'elles auraient été sous l'effet de la crise. Toutefois, on remarque que la contraction de la croissance du PIB est légèrement plus prononcée que celle du scénario de subvention de prix (tableau 38).

Tableau 38 : Taux de croissance du PIB (%)

2009	-0.8
2010	-1.0
2011	-0.2

Source : calcul des auteurs

Les incidences de cette politique de transferts sur la consommation et l'investissement se traduisent par un amoindrissement de la tendance baissière de la consommation et un renforcement de la baisse de l'investissement par rapport à celle induite par le scénario de subvention (tableau 39).

Tableau 39 : Effet sur les composantes du PIB (%)

	Consommation finale	Investissement	Exportations	Importations
Part	100,4	18	9.1	24.9
Variation				
2009	-3.2	-2.5	-10.1	-14.8
2010	-5.9	-7.6	-13.2	-27.8
2011	-5.8	-10.0	-7.7	-27.8

Source : calcul des auteurs

a. Effet sur les échanges avec l'extérieur

Les incidences de ce scénario sur les composantes des échanges extérieurs devraient être identiques à celles de la politique susvisée mais avec quelques variantes. Ici, l'augmentation du prix intérieur des importations est moins prononcée que celle de la politique de subvention. Le rythme de croissance du volume des exportations et du solde des comptes courants extérieurs resterait identique sur toutes les trois périodes.

Tableau 40 : Effets sur les échanges avec l'extérieur (%)

	Prix mondiaux		prix FOB	Taux d'échange	Prix domestiques		Quantité		Value	
	Import	Export			Indice des prix	Import	Export	Import	Export	CAB
2008	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	-29.5	-29.7	-42.0	65.1	0.0	16.6	-4.2	-14.8	-10.1	-34.0
2010	-23.7	-37.3	-46.0	77.5	0.0	35.6	-4.1	-27.8	-13.2	-39.8
2011	-17.3	-44.1	-38.4	61.3	0.0	33.5	-0.5	-27.8	-7.7	-39.8

Source : calcul des auteurs

b. Effets épargne-investissement

Une réponse politique à la crise par un transfert aux ménages se traduirait par une baisse de l'épargne domestique alors qu'elle qu'une augmentation est prévue sous l'incidence de la politique de subvention. Il en résulte donc une baisse de l'investissement total entre 2009 et 2011 (tableau 41).

Tableau 41 : Effets sur l'épargne et l'investissement (%)

	Epargne domestique	Epargne étrangère	Epargne total	Prix des investissements
2008	0.0	0.0	0.0	0.0
2009	-8.0	8.9	-0.7	2.4
2010	-11.6	6.8	-3.8	5.3
2011	-12.4	-2.9	-6.6	4.6

Source : calcul des auteurs

5.3. Analyse des réponses politiques à la crise sur les enfants

Pour faire face aux effets de la crise sur les enfants, quatre options de réponses sont analysées. Il s'agit des réponses politiques susvisées. Les sections qui suivent analysent les effets de ces réponses politiques aux dimensions des conditions de vie des enfants.

5.3.1 - Réponses politiques à la crise et pauvreté monétaire des enfants

Les sections ci-dessus ont montré que les effets de la crise financière se traduiront, pour l'ensemble du Burkina Faso, par une augmentation de la pauvreté monétaire des enfants pendant la période 2009 – 2011.

Les résultats des quatre options de réponses politiques, en terme de variation de l'incidence de la pauvreté monétaire des enfants par rapport à la situation de base (en points de pourcentage) sont donnés dans le tableau 42.

Les politiques de réponses pro-cycliques et de défiscalisation des produits alimentaires n'arrivent pas à inverser les tendances d'augmentation de la pauvreté monétaire des enfants engendrées par la crise. Toutefois, la deuxième option s'avère plus performante que la première car les augmentations de pauvreté sous la subvention du produits alimentaires sont plus faibles (+0,1 à +1,3 points de pourcentages contre +1,7 à +2,6 points de pourcentage pour l'autre politique), avec même l'espoir que la pauvreté commence à se réduire à partir de 2011 (baisse de 1 point de pourcentage).

La politique de transfert aux ménages semble la plus performante dans la réduction de la pauvreté monétaire des enfants, en particulier dans sa variante « noshared » qui correspond à un transfert direct ciblé de 12 340 FCFA par enfant et par an. Les réductions de taux de pauvreté se situeront entre -5,2 à -7,3 points de pourcentage par rapport à la situation de base. Les réductions de pauvreté sont plus faibles lorsque les bénéficiaires des transferts sont étendus à tous les membres du ménage (variante « shared »).

Tableau 42 : Options de réponses politiques à la crise et pauvreté monétaire des enfants de 0-14 ans

SCENARIO	Incidence de la pauvreté (P0) en %	Différence par rapport à l'année de base (Variation en points de pourcentage)
Situation sans crise		
Année de base	36,3	
BaU2009	33,2	-3,1
BaU2010	31,8	-4,5
BaU2011	30,8	-5,5
Situation avec crise		
Crise 2009	38,0	1,7
Crise 2010	38,9	2,6
Crise 2011	38,0	1,7
Réponses politiques alternatives à la crise		
Réponse politique pro-cyclique 2009	38,0	1,7
Réponse politique pro-cyclique 2010	38,9	2,6
Réponse politique pro-cyclique 2011	38,0	1,7
Réponse politique subvention 2009	36,4	0,1
Réponse politique subvention 2010	37,6	1,3
Réponse politique subvention 2011	35,3	-1,0
Réponse politique transfert 2009_noshared	29,9	-6,4
Réponse politique transfert 2009_shared	35,9	-0,4
Réponse politique transfert 2010_noshared	31,1	-5,2
Réponse politique transfert 2010_shared	37,3	1,0
Réponse politique transfert 2011_noshared	29,0	-7,3
Réponse politique transfert 2011_shared	34,8	-1,5

Source : Calculs des auteurs

5.3.2 - Réponses politiques à la crise et pauvreté calorique des enfants

Les sections ci-dessus ont montré que les effets de la crise financière se traduiront, pour l'ensemble du Burkina Faso, par une augmentation de la pauvreté calorique des enfants pendant la période 2009 – 2011. Les effets des quatre options de réponses politiques, en terme de variation de l'incidence de la pauvreté calorique des enfants par rapport à la situation de base (en points de pourcentage) sont donnés dans le tableau 43.

Les politiques pro-cyclique et de subvention donnent des résultats similaires marqués par leur incapacité à inverser les tendances d'augmentation de la pauvreté calorique des enfants de 0-14 ans induites par la crise pour la période de 2009 à 2011. Pour ces deux options de réponses, les variations de l'incidence de la pauvreté par rapport à la situation de base restent positives et de valeurs similaires à celle de la situation de crise.

La réponse politique « transfert avec partage avec les autres membres de la famille (2c-shared) » donne des résultats de pauvreté calorique similaires à la situation de base avant la crise. Les variations de pauvreté par rapport à la situation de base sont faibles (0 à +0,3 point de pourcentage) de telle sorte que cette politique rétablit la situation initiale en résorbant les effets de la crise.

La réponse politique « transfert sans partage avec les autres membres de la famille (2c-noshared) » donne des réductions notables de la pauvreté calorique (-4,3 à -4,4 point de pourcentage). De toute évidence, la mise en œuvre d'une telle politique nécessitera des mesures d'accompagnement, étant donné les difficultés pratiques de ciblage et de non partage des transferts avec les autres membres du ménage.

Tableau 43 : Options de réponses politiques à la crise et pauvreté calorique des enfants

SCENARIO	Incidence de la pauvreté (P0) en %	Différence par rapport à l'année de base (Variation en points de pourcentage)
Situation sans crise		
Année de base	69,4	
BaU2009	69,6	0,2
BaU2010	69,2	-0,2
BaU2011	68,8	-0,6
Situation avec crise		
Crise 2009	70,5	1,1
Crise 2010	70,3	0,9

Crise 2011	70,2	0,8
Réponses politiques alternatives à la crise		
Réponse politique pro-cyclique 2009	70,4	1,0
Réponse politique pro-cyclique 2010	70,4	1,0
Réponse politique pro-cyclique 2011	70,2	0,8
Réponse politique subvention 2009	70,6	1,2
Réponse politique subvention 2010	70,4	1,0
Réponse politique subvention 2011	70,1	0,7
Réponse politique transfert 2009_noshared	65,1	-4,3
Réponse politique transfert 2009_shared	69,7	0,3
Réponse politique transfert 2010_noshared	65,0	-4,4
Réponse politique transfert 2010_shared	69,7	0,3
Réponse politique transfert 2011_noshared	65,0	-4,4
Réponse politique transfert 2011_shared	69,4	0,0

Source : Calculs des auteurs

5.3.3 - Réponses politiques à la crise, scolarisation et travail des enfants

La dynamique attendue « hors crise » de la scolarisation et du travail des enfants entre 2009 et 2011 aurait été caractérisée par une augmentation de la fréquentation scolaire au détriment du travail des enfants (tableau 44). Le principal effet attendu de la crise financière est d'inverser cette tendance pour les enfants de 6 à 14 ans, à travers une réduction des taux de scolarisation et une augmentation de la proportion des enfants qui participent aux activités économiques.

Les réponses politiques pro-cycliques et de subvention n'inversent pas les tendances induites par la crise dans les deux tranches d'âge (6-10ans et 11-14 ans). Sous ces deux options de réponses, les taux de scolarisation resteront plus faibles que la situation de référence tandis que la participation des enfants aux activités économiques sera plus élevée.

La réponse de politique la plus apte à rétablir les tendances d'augmentation « hors crise » des taux de scolarisation et de baisse du travail des enfants, demeure l'option de politique par transferts notamment dans la variante « transfert sans partage (noshared) ». En effet, les transferts ciblés aux enfants montrent des gains importants en termes de scolarisation. Lorsque les transferts sont partagés avec les autres membres du ménage (variante « transfert avec partage (shared) »), cela défavorise particulièrement les enfants de 11-14 ans dont les taux de scolarisation demeureront plus faibles que la situation de base. Comparés à leurs

homologues de 11-ans ans, les enfants de 6-10 ans, profitent plus de ces « transferts partagés » surtout en terme de scolarisation.

Tableau 44 : Options de réponses politiques à la crise, scolarisation et travail des enfants

	École/sans travail	École/travail	Sans école/travail	Sans école /Sans travail	École	Travail
	Enfants de 6-10 ans					
Base (%)	31,24	1,21	39,05	28,50	32,45	40,26
	Variation en points de pourcentage par rapport à la situation de base					
BaU 2009	0,358	0,000	-0,493	0,135	0,358	-0,493
BaU 2010	0,503	0,000	-0,704	0,200	0,504	-0,703
BaU 2011	0,623	-0,000	-0,865	0,242	0,623	-0,865
Crise 2009	-0,237	-0,004	0,493	-0,252	-0,241	0,489
Crise 2010	-0,366	-0,005	0,719	-0,348	-0,371	0,714
Crise 2011	-0,248	-0,005	0,508	-0,255	-0,253	0,503
Politique de réponse pro-cyclique 2009	-0,235	-0,004	0,490	-0,251	-0,239	0,486
Politique de réponse pro-cyclique 2010	-0,360	-0,004	0,707	-0,343	-0,365	0,703
Politique de réponse pro-cyclique 2011	-0,241	-0,004	0,491	-0,245	-0,246	0,486
Politique de réponse par subvention 2009	-0,041	-0,003	0,155	-0,112	-0,043	0,153
Politique de réponse par subvention 2010	-0,191	-0,004	0,418	-0,223	-0,195	0,414
Politique de réponse par subvention 2011	0,024	-0,002	0,043	-0,065	0,022	0,042
Politique de réponse par transfert 2009_noshared	0,538	0,003	-0,665	0,124	0,541	-0,662
Politique de réponse par transfert 2009_shared	0,012	-0,002	0,097	-0,107	0,010	0,095
Politique de réponse par transfert 2010_noshared	0,415	0,003	-0,491	0,073	0,418	-0,488
Politique de réponse par transfert 2010_shared	-0,121	-0,002	0,301	-0,178	-0,123	0,299
Politique de réponse par transfert 2011_noshared	0,607	0,005	-0,809	0,197	0,612	-0,804

Politique de réponse par transfert 2011_shared	0,092	-0,000	-0,064	-0,028	0,092	-0,064
Enfants de 11-14 ans						
Base (%)	36,14	1,45	51,11	11,30	37,59	52,56
	Variation en points de pourcentage par rapport à la situation de base					
BaU 2009	0,293	-0,008	-0,376	0,091	0,285	-0,384
BaU 2010	0,421	-0,012	-0,546	0,137	0,409	-0,558
BaU 2011	0,518	-0,014	-0,667	0,164	0,503	-0,682
Crise 2009	-0,234	0,002	0,321	-0,089	-0,232	0,323
Crise 2010	-0,393	0,004	0,518	-0,129	-0,389	0,522
Crise 2011	-0,286	0,003	0,360	-0,077	-0,284	0,363
Politique de réponse pro-cyclique 2009	-0,233	0,002	0,319	-0,089	-0,231	0,321
Politique de réponse pro-cyclique 2010	-0,389	0,004	0,510	-0,126	-0,384	0,515
Politique de réponse pro-cyclique 2011	-0,280	0,003	0,349	-0,072	-0,277	0,352
Politique de réponse par subvention 2009	-0,065	-0,001	0,084	-0,019	-0,066	0,084
Politique de réponse par subvention 2010	-0,247	0,002	0,313	-0,067	-0,246	0,315
Politique de réponse par subvention 2011	-0,059	-0,002	0,054	0,007	-0,061	0,052
Politique de réponse par transfert 2009_noshared	0,442	-0,013	-0,572	0,144	0,429	-0,586
Politique de réponse par transfert 2009_shared	-0,026	-0,002	0,035	-0,007	-0,028	0,033
Politique de réponse par transfert 2010_noshared	0,288	-0,010	-0,391	0,113	0,278	-0,401
Politique de réponse par transfert 2010_shared	-0,193	0,001	0,236	-0,045	-0,191	0,237
Politique de réponse par transfert 2011_noshared	0,456	-0,014	-0,617	0,174	0,442	-0,630
Politique de réponse par transfert 2011_shared	-0,002	-0,002	-0,024	0,028	-0,005	-0,026

Source : Calculs des auteurs

5.3.4 - Réponses politiques à la crise et accès des enfants aux services de santé

Sans crise, il était attendu une augmentation du taux de consultation des enfants malades (option BaU) pendant la période 2009 – 2011. Cette augmentation de la demande des services de santé était surtout adressée aux structures modernes de santé au détriment des guérisseurs traditionnels. Avec la crise (option crise) la structure de la demande s'inverse avec une baisse attendue des taux de consultations des enfants malades, avec par contre une augmentation des consultations des guérisseurs au détriment des services modernes de santé.

L'évaluation des quatre (4) scénarii de réponses à la crise donne les résultats variés. En effet, les deux premières options de politique ont peu d'effets sur l'impact attendu de la crise sur l'utilisation des services de santé par les enfants malades. En effet, avec ces options de réponses, la baisse des consultations dues à la crise est toujours observée (-0,499 à -0,832 points de pourcentage pour l'option de réponse politique pro-cyclique contre -0,081 à -0,438 pour la réponse politique par subvention). Dans les deux options, et de manière plus marquée dans la première, les consultations des services médicaux modernes baissent au profit des guérisseurs traditionnels et des marabouts. Ce repli attendu de la fréquentation des infrastructures modernes serait imputable à la contraction du revenu et de la consommation réels qui réduisent les capacités des ménages à faire face aux coûts privés d'accès aux services modernes de santé. Même si la réponse par subvention est plus performante par rapport à la réponse pro-cyclique, aucune des deux réponses n'inverse véritablement la tendance baissière des consultations née de la crise.

Dans les deux variantes de réponse à la crise par transfert aux ménages, seule la variante « noshared » qui se montre apte à rétablir la tendance sans crise (tableau 45). Les effets attendus de cette variante de réponse se traduisent par une augmentation des consultations +0,25 à +0,559 points de pourcentage par rapport à la situation de base, avec une augmentation de la fréquentation des structures sanitaires modernes au détriment des guérisseurs traditionnels et des marabouts. Cette variante implique un transfert direct de 1% du PIB aux enfants affectés, sans partage des bénéfices avec les autres membres du ménage. Lorsque les bénéfices sont partagés avec les autres membres du ménage (variante « shared »), les taux de consultations demeurent plus faibles que la situation de base, ce qui dénote des évictions ou détournements importants des bénéfices au détriment des enfants.

Toutes les deux variantes de la réponse par transfert aux enfants se traduisent par une augmentation de la consultation des structures sanitaires privées, au détriment soit des structures publiques ou des guérisseurs traditionnels. Ces résultats montrent que le revenu monétaire reste un déterminant important de l'utilisation des services modernes de santé au profit des enfants. Les ménages semblent disposés à payer plus cher pour prendre soins des enfants si le revenu monétaire augmente.

En définitive, on peut retenir que la variante « noshared » de la réponse politique à la crise par transfert aux enfants est la plus performante pour contrer les effets pervers de la crise sur l'accès aux services de santé par les enfants. Par ordre de performance décroissante, on retrouve les réponses « transfert avec partage avec les autres membres de la famille (shared) », « subvention » et « pro-cyclique ». Bien que la réponse « transfert

sans partage avec les autres membres de la famille (noshared) » soit la plus performante, son opérationnalisation demanderait des mesures d'accompagnement qui pourraient porter son coût de mise en œuvre à plus de 1% du PIB.

Tableau 45 : Options de réponses politiques à la crise et accès des enfants aux services de santé

	Consultation sanitaire	Structures sanitaires consultées			
		Centre hospitalier national, centre hospitalier régional, CMA/CM	Médecin/pharm. privés, infirmier privé, privé/ONG	CSPS	Guérisseurs. trad./marabout, matronne traditionnelle, autres
Base (%)	67,63	19,88	12,74	50,65	16,73
	Variation en points de pourcentage par rapport à la situation de base				
BaU 2009	0,487	0,116	0,145	0,270	-0,531
BaU 2010	0,654	0,122	0,165	0,352	-0,639
BaU 2011	0,820	0,146	0,195	0,425	-0,766
Crise 2009	-0,617	-0,034	-0,031	-0,420	0,486
Crise 2010	-0,843	-0,067	-0,074	-0,538	0,678
Crise 2011	-0,527	-0,038	-0,026	-0,273	0,337
Réponse politique pro- cyclique 2009	-0,613	-0,033	-0,031	-0,417	0,481
Réponse politique pro- cyclique 2010	-0,832	-0,065	-0,072	-0,530	0,667
Réponse politique pro- cyclique 2011	-0,499	-0,036	-0,023	-0,247	0,305
Réponse politique par subvention 2009	-0,149	0,014	0,037	-0,066	0,016
Réponse politique par subvention 2010	-0,438	-0,025	-0,012	-0,229	0,266
Réponse politique par subvention 2011	-0,081	0,019	0,049	-0,010	-0,057
Réponse politique par transfert 2009_noshared	0,485	0,128	0,179	0,281	-0,588
Réponse politique par transfert 2009_shared	-0,113	0,032	0,053	-0,057	-0,029
Réponse politique par transfert 2010_noshared	0,250	0,095	0,140	0,167	-0,401
Réponse politique par transfert 2010_shared	-0,408	-0,006	0,007	-0,238	0,237
Réponse politique par transfert 2011_noshared	0,559	0,133	0,192	0,340	-0,665
Réponse politique par transfert 2011_shared	-0,001	0,040	0,071	0,034	-0,145

Source : Calculs des auteurs

Conclusions

Le présent travail analyse les effets de la crise financière sur les pauvretés monétaire et calorique, la scolarisation, le travail ainsi que l'accès aux services de santé des enfants de 0-14 ans.

Sans la crise, l'incidence de la pauvreté monétaire des enfants de 0-14 ans aurait baissé 36,3% en 2008 à 30,8% en 2011, soit une réduction de 5,5 points de pourcentage pour l'ensemble du Burkina Faso. L'incidence de la pauvreté calorique des enfants (0-14 ans) qui présente des indices plus élevés à cause de la pauvreté calorique des aliments habituellement consommés par les ménages aurait également baissé de 69,4% en 2008 à 68,8% soit une baisse plus faible de 0,6 point de pourcentage. Pour ces deux types de pauvreté (monétaire et calorique), une tendance à la baisse est également attendue dans la majorité des régions, en milieu rural et urbain, dans les ménages dirigés par les hommes ou les femmes et quel que soit le nombre d'enfants dans le ménage. De même, la profondeur et la sévérité de la pauvreté devraient aussi baisser au cours de la période 2009-2011. Sans crise, il était attendu une augmentation du taux de consultation des enfants malades, notamment une augmentation de la fréquence des formations sanitaires modernes au détriment des guérisseurs traditionnels. De même, la dynamique « hors crise » de la scolarisation et du travail des enfants entre 2009 et 2011 aurait été caractérisée par une augmentation de la fréquentation scolaire au détriment du travail des enfants.

Les effets de la crise financière se traduiront, pour l'ensemble du Burkina Faso, par une augmentation de l'incidence, de la profondeur et de la sévérité des pauvretés monétaire et calorique des enfants de 0 à 14 ans pendant la période de 2009 à 2011. De même, les dynamiques de scolarisation et de travail des enfants de 6-14 ans auraient été inversées à travers une réduction des taux de scolarisation et une augmentation de la proportion des enfants qui participent aux activités économiques. La structure de la demande s'inverse avec une baisse attendue des taux de consultations des enfants malades, avec par contre une augmentation des consultations des guérisseurs au détriment des services modernes de santé.

Des quatre réponses de politiques analysées, la réponse la plus apte à contrer les effets pervers de la crise et/ou à rétablir les tendances favorables « hors crise » de baisse de la pauvreté monétaire et calorique, d'augmentation des taux de scolarisation, de baisse du travail et d'augmentation de la fréquentation des services modernes de santé des enfants, demeure l'option « réponse politique par transfert aux ménages/enfants » notamment lorsque ce transfert n'est pas partagé avec les autres membres de la famille. Il s'agit d'un transfert de 1% du PIB aux enfants potentiellement affectés, lequel transfert évalué 12 340 FCFA par enfant est particulièrement efficace si son bénéfice est spécifiquement ciblé aux enfants et non étendu aux autres membres du ménage. Les trois autres réponses politiques pourraient se classer comme suit, par ordre de performance décroissante : « transfert avec partage (2c-shared) », « subvention » et « politique procyclique ». Bien que la réponse « transfert sans partage (2c-noshared) » soit la plus performante, son opérationnalisation demanderait des mesures d'accompagnement pour tenir compte des difficultés pratiques de ciblage parfait et d'exclusion des autres membres du ménage, ce qui pourrait porter son coût de mise en œuvre à plus de 1% du PIB. Une solution alternative de second rang pourrait être le transfert partagé avec les autres membres du ménage (transfert avec partage) moyennant des mesures de correction des risques réels d'évictions ou de détournement en défaveur des enfants.

Références

AMAO. 2008. Rapport sur la convergence macroéconomique 2007-Burkina Faso, Juillet 2008

DGPSA, 2007. Rapport National 2006 sur l'état de la sécurité alimentaire au Burkina Faso. Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, (MAHRH).

Griffith-Jones, Stephany, and Ocampo, José Antonio, 2009, The Financial Crisis and its Impact on Developing Countries, International Centre for Inclusive Growth, Working Paper number 53

MEDEV, 2004. Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. Burkina Faso, Ministère de l'Economie et du Développement (MEDEV), Janvier 2004.

INSD, 2005. Analyse des résultats de l'enquête annuelle sur les conditions de vie des ménages et du suivi de la pauvreté (EA/QUIBB), 2005, Ouagadougou, Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD),

INSD, 2000. Profil et évolution de la pauvreté au Burkina Faso, 2000, Ouagadougou, Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD).

INSD, 2003. Profil et évolution de la pauvreté au Burkina Faso, 2003, Ouagadougou, Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD).

Maburuki. R. 2009. L'impact de la crise financière et économique sur les économies africaines, le cas du Sénégal : La réponse du PNUD, Juin 2009

Ponty N.; Savadogo A.; Zoungrana, S., 2008. Évaluation du Suivi Statistique du CSLP et des OMD au Burkina Faso. SNU, DGEP, Ouagadougou.

Willem te Velde, Dirk, 2008, The global financial crisis and developing countries - Which countries are at risk and what can be done? Overseas Development Institute, Background Notes

World Bank, 2008, Lessons from World Bank Research on Financial Crises, Development Research Group, Policy Research WP 4779